



Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix – Décembre 2023



Les désordres informationnels au sein des opérations de paix en milieu francophone. Enjeux, réponses et limitations actuels

Anne Nguyen & Clémence Buchet-Couzy



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra



Cette note a été réalisée grâce au soutien de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie du ministère des Armées français ainsi que de la Confédération suisse. Les propos énoncés dans cette publication ne sauraient en rien engager la responsabilité des organismes pilotes de l'étude, pas plus qu'ils ne reflètent une prise de position officielle de la République française et la Confédération suisse.

Table des matières

Lexique des acronymes	4
Résumé	5
Introduction : les opérations de paix francophones, un terrain particulier de la désinformation ?	6
1 Le paysage médiatique et numérique sur le continent africain : quand les inégalités d'accès accélèrent la désinformation.....	8
1.1 Un état de la presse en dégradation	8
Encadré 1 – Les radios onusiennes dans le paysage médiatique des opérations de paix	9
1.2 Un accès inégal aux médias et aux technologies d'information et de communication	10
1.3 Une croissance exponentielle, peu de barrières à la désinformation	11
1.4 Trolls & cie : la professionnalisation de la désinformation	13
Encadré 2 – 2020 : La MINUSCA ciblée par une campagne de désinformation professionnalisée.....	14
2 États hôtes d'opérations de maintien de la paix : la désinformation comme paramètre systématique	15
2.1 République démocratique du Congo : un paysage médiatique touché par la méfiance et le discours de haine.....	15
2.1.1 Quand les médias suscitent la méfiance	16
2.1.2 Internet, espace de circulation de narratifs alternatifs et de désinformation	17
2.1.3 Les questions sécuritaires, sujets de théories du complot et de discours haineux.....	17
2.2 Mali : médias silencés et désinformation nourrie par l'élite politique.....	18
2.2.1 Délivrescence d'un paysage médiatique prometteur.....	18
2.2.2 Usage d'internet et des réseaux sociaux.....	20
2.2.3 La MINUSMA, cible d'une désinformation multidimensionnelle	21
Encadré 3 – Le retrait de la MINUSMA de Kidal dans un climat de troubles informationnels .	22
2.3 République centrafricaine : un paysage médiatique sporadique face à la désinformation professionnalisée.....	23
2.3.1 Un paysage médiatique sporadique et inégal	24
2.3.2 L'internet centrafricain en expansion	25
2.3.3 Désinformation : émergence de la Russie comme actrice des médias centrafricains ..	25
3 La désinformation : un acte dématérialisé aux conséquences tangibles	26
3.1 Conséquences sur les missions : la sécurité des Casques bleus menacée	26
Encadré 4 – MONUSCO : Quand la désinformation met la vie des Casques bleus en danger ..	28
3.2 Conséquences sur les sociétés : Les populations civiles rendues vulnérables.....	29
4 Solutions : Soutenir, former et inclure les acteurs locaux contre la désinformation.....	31

4.1	De l'information publique à la communication stratégique : les diverses adaptations des Nations unies à la désinformation.....	31
4.2	Remédier à la désinformation existante.....	33
4.3	Prévenir la désinformation	36
4.3.1	Rendre la presse plus apte à contrer la désinformation.....	36
4.3.2	Responsabiliser les réseaux sociaux dans la lutte contre la désinformation.....	36
4.3.3	Rendre les missions et le DOP résilients face à la désinformation	37
4.3.4	Améliorer le dialogue, la collaboration et la transparence auprès de la population	38
	Conclusion	39
	Les auteures	41

Lexique des acronymes

COMSTRAT	Communication stratégique
DOP	Département des opérations de paix
EUR	Euro
FAMA	Forces armées maliennes
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FARDC	Forces Armées de la République démocratique du Congo
FES	Friedrich Ebert Stiftung
HCC	Haut Conseil de la communication (Centrafrique)
OII	Oxford Internet Institute
ONU	Organisation des Nations unies
OP	Opération de paix
MINUSCA	Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RD Congo
OMS	Organisation mondiale de la santé
ORTM	Office de radio et télévision du Mali
RCA	République centrafricaine
RDC	République démocratique du Congo
RJDH	Réseau des journalistes pour les droits de l'homme (Centrafrique)
RSF	Reporters sans frontières
MINUSS	Mission des Nations unies au Soudan du Sud
USD	Dollars des États-Unis d'Amérique
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine

Résumé

Les opérations de paix font face à un défi de taille : celui de mettre en œuvre leur mandat tout en faisant face à une désinformation persistante à leur sujet et accélérée par l'essor d'Internet et des réseaux sociaux. Se déroulant au sein du paysage politique et médiatique particulier des pays d'Afrique subsaharienne, la MINUSMA, la MONUSCO et la MINUSCA sont trois cas emblématiques d'action de l'ONU en contexte de désordres informationnels. Ce rapport ambitionne de faire un tour d'horizon de cette problématique. Il s'agira, en premier lieu d'explicitier les spécificités du paysage informationnel en Afrique subsaharienne, à savoir une importante inégalité d'accès et une dégradation de la liberté de presse qui favorisent l'apparition de troubles informationnels. Dans un second temps, le contexte spécifique des missions de paix de l'ONU sera soulevé. En troisième lieu, les conséquences des troubles informationnels sur les missions et les populations civiles seront mises en lumière : la désinformation n'a pas seulement un coût symbolique pour les opérations de paix, elle peut générer des situations dangereuses, voire tant à l'encontre des Casques bleus qu'à celui des civils. En conclusion, il s'agira de passer en revue les solutions adoptées par l'ONU et d'émettre des recommandations, parmi lesquelles le soutien à la presse locale, l'amélioration de l'information en langues locales et une coopération plus avancée avec les acteurs locaux.

Dans le présent document, les expressions au masculin s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Introduction : les opérations de paix francophones, un terrain particulier de la désinformation ?

Été 2022, Nord-Kivu. De violentes émeutes éclatent dans l'est du Congo. Les manifestants ciblent la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) et demandent son départ. À Goma, les bases de la MONUSCO sont pillées, et à Butembo, deuxième ville de la province du Kivu, quatre membres du personnel de la Mission sont tués lors des heurts. En légitime défense, les Casques bleus ouvrent le feu, faisant sept morts parmi les civils. En tout, 36 personnes perdront la vie. Les résidences de plusieurs officiers de l'ONU sont visées. Les incidents font plus de 120 blessés. En cause : une rumeur selon laquelle la MONUSCO agirait en complicité avec les divers groupes armés s'attaquant à la population dans les régions de l'Ituri et du Kivu (c.f. encadré 4)¹.

Au sein des opérations de paix francophones que sont la MONUSCO, la Mission des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) et la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), les rumeurs et la désinformation sont un problème récurrent, voire systémique². Comme les autres opérations de maintien de la paix, elles sont particulièrement sensibles à ces désordres informationnels. Une des raisons de cette vulnérabilité est le contexte dans lequel sont déployées les missions : les conflits armés – qui favorisent la désinformation en même temps qu'ils affaiblissent le paysage médiatique des régions affectées.

Avant d'aller plus loin, il s'agit de définir les différentes terminologies usitées dans cette note, ainsi que dans les différents travaux sur la désinformation.

- La *désinformation* est la diffusion délibérée d'énoncés fallacieux afin de nuire à une personne, un groupe social, une organisation ou un État.
- La *mésinformation* est la diffusion d'un énoncé fallacieux sans intention de nuire.
- La *malinformation* est une information basée sur la réalité, usitée afin de nuire à une personne, un groupe social, une organisation ou un État. Celle-ci peut être la reprise complète ou partielle d'une information véridique ou en être une interprétation volontairement trompeuse³.
- L'*infox* est un énoncé entièrement ou partiellement fallacieux diffusé comme étant véridique.
- Le discours de haine est selon l'ONU « *toute communication verbale, écrite ou comportement attaquant ou usant de termes péjoratifs ou discriminants pour faire référence à un groupe ou une personne sur la base de leur identité* »⁴.
- Le désordre informationnel est défini par l'ONG *First Draft* comme étant un ensemble de troubles dans la transmission de faits avérés, parmi lesquels la désinformation, la mésinformation, la malinformation, le discours de haine ou encore les théories complotistes⁵.

¹ MACÉ Célian, « [Au Nord-Kivu, 15 morts dans une vague de colère anti-Casques bleus](#) », *Libération*, 27 juillet 2022, consulté le 27 septembre 2023.

² BENKLER Monika, HANSEN Annicka S. et REICHERT Lilian, *Protecting the truth. Peace operations and disinformation*, Center for International Peace Operations, octobre 2022.

³ TRITHART Albert, *Disinformation against UN Peacekeeping Operations*, International Peace Institute, novembre 2022.

⁴ GUTERRES Antonio, *United Nations strategy and plan of action on hate speech*, Nations unies, mai 2019.

⁵ First Draft News, « [Comprendre le désordre informationnel](#) », *Guide essentiel*, 22 septembre 2022, consulté le 30 août 2023.

Il est à noter que les limites de ces concepts sont fluides. Par exemple, un discours de désinformation peut être repris sans intention de nuire, devenant ainsi de la mésinformation. De même, la malinformation peut se transformer en désinformation quand les énoncés sont dissociés de leur base véridique.

Bien que la désinformation en temps de guerre ne soit pas un phénomène récent, elle a pris, les deux dernières décennies, un tournant décisif avec la généralisation de l'usage d'internet et l'avènement des réseaux sociaux. Ces derniers agissent comme des révélateurs et des accélérateurs de désordres informationnels. La rapidité avec laquelle des contenus fallacieux sont publiés et partagés, et l'absence de modération appropriée rendent le travail de régulation ardu. Par ailleurs, les plateformes telles que Facebook ou Twitter (désormais « X ») tendent à enfermer les usagers dans des chambres d'écho de par leurs systèmes d'algorithmes, qui tendent à créer des biais de confirmation et favoriser la circulation d'énoncés fallacieux ou manipulés. Les réseaux sociaux s'avèrent aussi être des catalyseurs de propos haineux radicalisés, en raison de l'anonymat relatif de leurs utilisatrices et utilisateurs. L'usage d'internet ajoute donc une couche de complexité au problème de la désinformation.

Face à ce phénomène, le Département des opérations de paix (DOP) a développé une nouvelle approche de l'information au sujet des missions, passant ainsi de la diplomatie publique au processus plus englobant de *communication stratégique* (COMSTRAT dans la suite). Cette dernière est caractérisée par un usage ciblé de la communication, avec pour but l'accomplissement d'une mission. Il s'agit d'informer de manière adaptée sur le mandat, de contrer la désinformation, mais aussi d'élaborer un narratif positif et suffisamment saisissant pour influencer les perceptions d'une opération de paix⁶. Alors que la diplomatie publique sur les missions était de nature verticale, la COMSTRAT se veut être plus transversale. Elle ambitionne de renseigner en anticipation plutôt qu'en réaction, un large éventail de publics, mais aussi d'apprendre de la population civile. Selon Albert Trithart et Jake Sherman, de l'*International Peace Institute*, cette approche se retrouve dans les trois missions de l'ONU en Afrique francophone, avec des succès autant que des limites⁷.

Cette note effectue un tour d'horizon des défis qu'entraîne la désinformation au sein des opérations de paix francophones dans les pays d'Afrique subsaharienne que sont le Mali, la République centrafricaine (RCA) et la République démocratique du Congo (RDC). Afin de comprendre en profondeur ce problème, il est crucial de se pencher sur les particularités du continent africain en matière de structures d'information. Le chapitre 1 permettra donc de comprendre en quoi les inégalités d'accès et la dégradation de la liberté de presse qui caractérisent le paysage informationnel subsaharien contribuent à la diffusion de désinformation. À la suite de ceci, le chapitre 2 se focalisera sur les spécificités nationales des États hôtes, établissant le lien entre la santé du paysage médiatique et la désinformation à laquelle les missions font face. Loin d'être uniquement contextuelles, ces deux parties du rapport répondent à un intérêt de la communauté scientifique et de l'ONU d'améliorer l'état des connaissances quant au paysage médiatique des opérations de paix. De ces éléments empiriques, il s'agira dans le chapitre 3 de saisir les conséquences des troubles informationnels, tant sur les OP que sur les sociétés des États hôtes. Enfin, les solutions à cette problématique complexe – certaines déjà adoptées par l'ONU et le DOP – seront ensuite passées en revue dans le dernier chapitre. Tout au long de cette note, les encadrés serviront de points d'attention spécifiques à chaque mission et au travail de l'ONU.

⁶ SHERMAN Jake et TRITHART Albert, [*Strategic Communications in UN Peace Operations: From an Afterthought to an Operational Necessity*](#), International Peace Institute, août 2021, p. 2.

⁷ *Ibid.*, p. 3.

1 Le paysage médiatique et numérique sur le continent africain : quand les inégalités d'accès accélèrent la désinformation

Les opérations de la paix font face à un défi de taille : celui de mettre en œuvre leur mandat dans un climat de désinformation toujours plus professionnalisée, et complexifiée par l'essor des réseaux sociaux. Se déroulant au sein du paysage politique et médiatique particulier des pays d'Afrique subsaharienne, la MINUSMA, la MONUSCO et la MINUSCA sont trois cas emblématiques d'action de l'ONU en contexte de désordres informationnels, mais clairement pas des cas isolés.

Le continent africain a été désigné en 2022 comme étant un « *laboratoire de la désinformation et de la propagande* » par Reporters sans frontières (RSF)⁸. En effet, l'Afrique est la région qui est actuellement la plus touchée par cette problématique. Ainsi, en 2022 plus de 50 campagnes de désinformation ont été comptabilisées⁹.

Quelles sont les caractéristiques particulières du continent africain en matière de circulation de l'information – et par extension de la désinformation ? Qui sont, dans cet environnement particulier, les acteurs de l'information et de la désinformation ? Quels rôles jouent les réseaux sociaux tels que *Facebook* et *Twitter*, mais aussi les groupes de diffusion *WhatsApp* ou *Telegram* ? Enfin, comment les particularités du paysage médiatique en Afrique subsaharienne influent-elles sur l'apparition de la désinformation au sein des opérations de paix ?

Afin de comprendre le contexte dans lequel les désordres de l'information apparaissent, il semble tout d'abord crucial de saisir l'état des médias, des technologies de l'information et de la liberté de la presse sur les théâtres des opérations de paix. Quatre particularités saillantes sont à noter. *Primo*, l'état de la presse sur le continent africain connaît une forte dégradation. *Secundo*, l'accès à l'information, y compris l'information en ligne, est fortement inégal. *Tertio*, cet accès connaît un essor massif : l'usage du smartphone et des médias sociaux progresse de manière exponentielle et enfin, *quarto*, les sociétés et les États africains sont sujets à une désinformation professionnalisée.

1.1 Un état de la presse en dégradation

Un premier constat au sujet de l'accès à l'information sur le continent africain est la dégradation de la liberté de presse. RSF constatait que dans 40 % des pays africains, l'état de la liberté de presse était « difficile », contre 33 % en 2022¹⁰. Les États hôtes des opérations de paix ne sont pas épargnés par cette tendance. Le Mali se tient à la 113^e place du classement de RSF¹¹, la République centrafricaine à la 98^e¹², et la République démocratique du Congo en 124^e position sur 180¹³. Par ailleurs, certains gouvernements ont instrumentalisé la lutte contre la désinformation pour restreindre la liberté d'expression au sein de la société civile.

Aussi selon RSF, les métiers de la presse dans les trois cas étudiés sont peu professionnalisés, pas assez financés et fortement précaires. En effet, le travail des journalistes est souvent conditionné par des

⁸ Reporters sans frontières, « [Région Afrique](#) », consulté le 31 aout 2023.

⁹ DUERKSEN Mark, « [Diffusion de la désinformation dans les écosystèmes d'information en Afrique](#) », *Centre d'études stratégiques de l'Afrique*, 8 février 2023, consulté le 18 octobre 2023.

¹⁰ Reporters sans frontières, « [Région Afrique](#) », consulté le 31 aout 2023.

¹¹ Reporters sans frontières, « [Mali](#) », consulté le 31 aout 2023.

¹² Reporters sans frontières, « [République centrafricaine](#) », consulté le 31 aout 2023.

¹³ Reporters sans frontières, « [République démocratique du Congo](#) », consulté le 31 aout 2023.

bailleurs de fonds et donneurs d'ordre étatiques, voire les propriétaires de médias. Résultat : les métiers de l'information sont dans une situation de vulnérabilité aux pressions politiques et financières, aux chantages et aux menaces. Des personnes-ressources interrogées à ce sujet mentionnaient aussi une tendance des médias internationaux à centraliser l'excellence journalistique – la tendance était valable au sein des radios de l'ONU (Guira FM en Centrafrique¹⁴, Okapi en République démocratique du Congo¹⁵, ou Mikado au Mali¹⁶) ou encore les antennes régionales d'agences occidentales telles que BBC Africa, Associated Press. En conséquence de ceci, la presse en langues locales reste peu financée. Comme on le verra tout au long de ce rapport, le manque de représentation linguistique affecte de multiples manières l'accès à l'information fiable par l'ensemble de la population.

Encadré 1 – Les radios onusiennes dans le paysage médiatique des opérations de paix

Dans les missions étudiées, l'ONU a cherché à informer les populations sur son aire d'action. Ainsi, les radios sont devenues des éléments phares de la présence onusienne sur le terrain. La première initiative de ce type a été mise en œuvre au Cambodge en 1992-1993, dans le cadre de l'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC). Cet héritage se retrouve dans certaines des opérations de maintien de la paix qui ont succédé à l'APRONUC, parmi lesquelles la MONUSCO, la MINUSCA et la MINUSMA.

En RDC, *Radio Okapi* a été établie en 2002 à travers la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUC). Depuis plus de 20 ans, elle diffuse des programmes d'information et de divertissement dans les quatre langues nationales de la RDC en plus du français. Disponible presque partout en RDC, elle jouit de la meilleure couverture territoriale. Elle a aussi été une institution cruciale de formation des journalistes et autres professionnelles et professionnels de l'information.

En RCA, *Guira FM* a été établie en 2014, au moment de l'opérationnalisation de la MINUSCA. Elle émet en sango et en français des émissions d'informations et de divertissement, avec pour but d'informer les populations sur le travail de la Mission, de rapprocher les communautés et d'endiguer la désinformation comme le discours de haine. Elle bénéficie d'une bonne estime des auditeurs et auditrices, et est aussi la seule radio à avoir une couverture quasi nationale.

Mikado FM a accompagné la MINUSMA entre 2015 et 2023¹⁷, en œuvrant à la bonne compréhension du mandat de la Mission par les populations civiles. Elle avait pour but de communiquer des informations fiables sur le processus de paix au Mali en français, en bambara mais aussi en peul, songhaï, arabe et tamasheq.

Dans l'ensemble, les radios onusiennes sont appréciées et considérées par les populations civiles comme fiables et qualitatives. De ce fait, elles sont devenues des éléments saillants du paysage médiatique en RDC, en RCA et au Mali. Cette imbrication nationale a pourtant un revers : les radios onusiennes sont aussi victimes de la dégradation de l'état de la presse sur le continent. Par exemple, entre 2007 et 2008, deux journalistes de Radio Okapi ont été assassinés en RDC. Les professionnelles et professionnels de l'information qui y travaillent sont régulièrement victimes d'intimidations et de violences. Ces atteintes physiques et morales ont un impact négatif sur les journalistes, d'autant plus que la survie des radios onusiennes est menacée par le retrait des missions¹⁸.

¹⁴ MINUSCA, « [Guira FM](#) », consulté le 30 août 2023.

¹⁵ MONUSCO, « [Radio Okapi](#) », consulté le 30 août 2023.

¹⁶ MINUSMA, « [La radio de la MINUSMA](#) », consulté le 30 août 2023.

¹⁷ Nations unies, « La radio de l'ONU au Mali, Mikado FM, a cessé d'émettre », 1^{er} décembre 2023, consulté le 4 décembre 2023.

¹⁸ OKSAMYTNA Kseniya, « Public information and strategic communications in peace operations » dans DORUSSEN Han, *Handbook on peacekeeping and international relations*, Edward Elgar Publication, 2022, pp.148-162. KOFFI-KRA Armande Désirée, « Le journalisme de paix en République Démocratique du Congo : entre fonction de journalisme et médiateur de paix, le cas de la radio Okapi », *RadioMorphoses*, n.8, 2022, pp.1-17. JENDOUBI Saber, *Panorama de la presse centrafricaine. Entre pauvreté et politique d'influence*, IFRI, 2019. SANDOR Adam, « The power of rumour(s) in

De plus, les journalistes sur le continent manquent souvent de formation et de connaissances notamment en matière de vérification des faits, ce qui les rend plus vulnérables en cas de désinformation. Et cela est particulièrement vrai pendant les périodes d'élections, qui sont des moments propices à la diffusion de fausses informations¹⁹.

La presse plus traditionnelle est en proie à une méfiance accrue de la part des citoyens et citoyennes, en particulier lorsqu'elle est contrôlée par le pouvoir en place, perçue comme étant liée de près ou de loin à des pouvoirs étrangers de plus en plus remis en question (notamment à cause de la langue de diffusion), mais aussi parce que critiquée pour son manque de diversité et de représentation. Ainsi, les citoyennes et citoyens vont considérer les réseaux sociaux et les groupes de messagerie instantanée comme plus libres. Par ailleurs, les plateformes en lignes, lorsqu'elles sont disponibles, permettent l'accès à un contenu en langues locales. Pourtant, Facebook et WhatsApp sont les plus importantes plateformes de désinformation en Afrique subsaharienne, pour les raisons citées plus haut : le manque de moyens dédié à la modération et la vérification de l'information, mais aussi, comme expliqué plus bas, la professionnalisation de la désinformation en ligne.

1.2 Un accès inégal aux médias et aux technologies d'information et de communication

En plus d'être menacé et précarisé, le paysage de l'information en Afrique est disparate. L'état et la disponibilité des infrastructures d'information, l'accès aux technologies d'information varient très fortement entre les différentes régions tant au niveau interétatique qu'au niveau intraétatique. Par exemple, la Banque mondiale estimait qu'en 2021 en Afrique du Nord, 77 % de la population avait accès à internet, contre 36 % en Afrique centrale²⁰. En plus de ceci, les inégalités d'accès aux technologies d'informations et aux médias sont particulièrement saillantes à l'intérieur des États. Le genre, l'âge, l'appartenance culturelle, le statut socioéconomique ou encore le lieu de résidence (urbain ou rural) sont des facteurs importants dans l'accès à l'information ou à internet, comme le montrent les statistiques suivantes :

- Une étude d'*Afrobarometer* montrait qu'entre 2016 et 2018, 17 % des hommes avaient accès à internet « *quelques fois par semaine* », contre 5 % des femmes²¹.
- La différence d'usage par générations est particulièrement saillante dans les pays africains : si 45 % des 18-35 ans font usage d'internet pour s'informer, ce chiffre tombe à 10 % chez les personnes de plus de 65 % ans²².
- L'éducation joue un rôle particulier dans l'usage d'internet. En 2016-2021, 8 % des personnes n'ayant pas reçu d'éducation formelle obtenaient des informations via internet, contre 47 % des personnes formées dans le secondaire.

international interventions: MINUSMA's management of Mali's rumour mill », *International Affairs*, vol.96, 2020/4, pp.913-934.

¹⁹ BARRY Eloïne, « [Africa Needs a New Generation of Media](#) », *IE Insights*, 13 juin 2023, consulté le 18 octobre 2023.

²⁰ Banque mondiale, « [Sub-Saharan Africa](#) », *Individuals using the Internet (% of population)*, consulté le 30 août 2023.

²¹ ALPIN LARDIES Carmen, DRYDING Dominique et LOGAN Carolyn, « [African women have less access to the Internet than African men do. That's a problem.](#) », *Afrobarometer*, 8 mars 2020.

²² CONROY-KRUTZ Jeffrey et KONÉ Joseph, [Promise and peril: In changing media landscape, Africans are concerned about social media but opposed to restricting access](#), *Afrobarometer Dispatch*, 18 février 2022.

- En 2019 et 2021, moins de 30 % des personnes vivant en zone rurale accédaient à des informations via internet, contre plus de 60 % des populations urbaines²³.

Une source d'inégalité d'accès à souligner est le manque de couverture médiatique en langues locales²⁴. Que ce soit dans la presse écrite, télévisée ou encore radiophonique, les langues européennes héritées de la colonisation que sont le français, l'anglais, le portugais ou l'espagnol restent dominantes²⁵. Les langues locales telles que le swahili, le bambara ou encore le kikongo sont peu représentées dans les médias, outre les radios communautaires, animées par des volontaires dans les zones décentralisées. Cela signifie que pour de nombreuses personnes sur le continent africain qui ne pratiquent pas ou peu les langues de travail des médias, l'information n'est pas disponible, ou à titre partiel. Cet élément structurel a de nombreuses répercussions sur la diffusion de l'information et de la désinformation.

Les inégalités d'accès aux informations créent des « *vides informationnels* », définis comme des situations dans lesquelles une population est privée de renseignements²⁶. Ces circonstances peuvent provenir d'une crise, telle qu'un conflit armé, mais aussi exister de manière plus systémique, pour des raisons éducationnelles (analphabétisme ou illettrisme), géographiques (la zone de résidence n'est pas couverte par la presse) ou encore pour des raisons linguistiques. Comme il sera explicité plus tard, l'absence de couverture médiatique dans les langues locales, un problème récurrent dans les pays africains, favorise l'apparition de vides informationnels. Face à ce manque, le comportement des personnes concernées peut être d'aller chercher de rares informations auprès des sources qui leur sont accessibles, y compris sur les réseaux sociaux, où circulent aussi les énoncés les moins fiables. Dans les vides informationnels, les personnes chercheront aussi à informer leurs proches par bouche-à-oreille, contribuant ainsi à diffuser des informations peu fiables sans volonté de nuire. Par conséquent, les vides informationnels rendent une population plus vulnérable à la désinformation.

1.3 Une croissance exponentielle, peu de barrières à la désinformation

En dépit des inégalités citées plus haut, l'écosystème digital africain est en croissance exponentielle. En dix ans, le nombre d'internautes en Afrique est passé de 163 millions en 2013 à 580 millions en 2023. Les projections de *Statista* estiment qu'en 2028, ce chiffre s'élèvera à 763 millions. Cet essor massif peut être expliqué par une amélioration des infrastructures de télécommunication, ainsi que la baisse du prix des smartphones, tablettes et ordinateurs. Le nombre de personnes inscrites sur les réseaux sociaux a quadruplé sur le continent, passant de 100 millions à 400 millions d'internautes inscrits en 2023. *Facebook* et *WhatsApp* sont les plateformes les plus fréquentées²⁷. Cet usage des plateformes sociales est particulièrement saillant chez les jeunes. Selon l'*African Youth Survey de 2020* de l'*Ichikowitz Family Foundation*, plus de la moitié des 18-24 ans utilise les réseaux sociaux ou les applications de messagerie instantanée comme *WhatsApp* ou *Telegram* comme source de

²³ *Ibidem*.

²⁴ United Nations General Assembly, « [Delegates Call for Greater Linguistic Diversity, Efforts to Combat Misinformation, Disinformation, as Committee on Information Continues Annual Session](#) », *United Nations*, 25 avril 2023, consulté le 18 octobre 2023.

²⁵ MUSAU Zipporah, « [A new era for African media](#) », *Africa Renewal*, août-novembre 2016, consulté le 18 octobre 2023.

²⁶ TRITHART Albert, *op. cit.*, p. 5.

²⁷ Statista, « [Internet usage in Africa - statistics & facts](#) », *Demographics & Use*, consulté le 30 avril 2023.

renseignement²⁸. Cependant, le prix élevé d'une connexion internet empêche encore de nombreuses personnes d'accéder au web²⁹.

Cette forte hausse d'utilisateurs et de circulation sur les réseaux sociaux n'a pas été suivie des régulations adaptées. La modération des plateformes et applications de réseaux sociaux et de messagerie instantanée est largement insuffisante, voire inexistante dans les langues locales. Dans le cas où les plateformes auraient engagé des modératrices et modérateurs, ces nouvelles recrues ne maîtrisent pas systématiquement les codes des groupes socioculturels actifs. Selon plusieurs journalistes, chercheuses et chercheurs, parmi lesquels Rosemary Ajayi, fondatrice du *Digital Africa Research Lab*, les ressources engagées dans les pays du Sud global par des géants d'internet tels que Twitter et Meta sont largement insuffisantes. Par ailleurs, les capacités de modération autochtones gagneraient à être mieux mobilisées, afin de contrer plus efficacement la désinformation et le discours de haine sur internet³⁰. En sus, la rapidité avec laquelle les technologies d'informations se sont répandues n'a pas permis une éducation progressive des citoyens à l'usage d'internet³¹. Enfin, dans une situation de crise sécuritaire, la priorité des instances étatiques est souvent mise sur la mitigation des différentes urgences humanitaires, et non sur la lutte contre les mésusages d'internet. Ces facteurs combinés constituent un terreau fertile aux désordres informationnels.

La faible couverture en langues locales dans les médias traditionnels (radio, journaux, télévision)³² comporte des conséquences sur l'usage d'internet : elle pousse les internautes du continent africain sur les réseaux sociaux pour leur information, où sont disponibles des informations sur tous types de sujet, dans une multitude de locutions. L'absence de modération en idiomes locaux rend les plateformes vulnérables à la diffusion de désinformation, ce dont les internautes ont conscience. En effet, 53 % des usagers et usagères d'internet entre 18 et 24 ans considèrent que ces plateformes sont peu fiables, et qu'elles ont un impact négatif sur leur bonne information³³.

Plus encore, l'accès rapide à un volume immense d'informations peut mener à une dynamique à l'extrême inverse du vide informationnel : l'infodémie – le trop-plein de données, vraies ou fausses, qui peut aussi mener à la diffusion d'énoncés fallacieux³⁴. Ce phénomène est souvent lié à des crises, telles que la pandémie de COVID-19, laquelle a généré un volume exceptionnel de communications de tous types. Des consignes gouvernementales officielles aux interventions diverses sur des chaînes d'informations continues, en passant par les réseaux sociaux, l'espace médiatique a été rapidement saturé, ce qui a rendu la vérification de l'information difficile. La pandémie a donc été la source de nombreux énoncés fallacieux, dont des discours complotistes et haineux qui ont circulé sur les réseaux sociaux et les groupes WhatsApp. C'est par ailleurs à travers la pandémie mondiale de 2019-2022 que

²⁸ Ichikowitz Family Foundation, [African youth survey 2020](#), consulté le 31 août 2023.

²⁹ Friedrich Ebert Stiftung, *op. cit.*, p. 28 ; KNIGHT Tessa *et al.*, Disinformation in West Africa, *Digital Forensic Lab*, juin 2023, p. 2.

³⁰ CIPESA, « [Combating Disinformation in Africa: Challenges and Prospects](#) », CIPESA, consulté le 31 août 2023 ; TRITHART Albert, *op. cit.*, p. 6, TRAORÉ Kpénahi, « [Who fact checks online disinformation in West Africa's Bambara Language](#) », *Global Voices*, 4 juin 2020 ; SALAU Torinmo, « [How Twitter Failed Africa](#) », *Foreign Policy*, 19 janvier 2022.

³¹ CUNLIFFE-JONES Peter, DIAGNE Assane, FINLAY Alan, GAYE Sahite, GICHUNGE Wallace, ONUMAH Chido, PRETORIUS Cornia, SCHIFFRIN Anya, *Misinformation Policy in Sub-Saharan Africa. From Laws and Regulations to Media Literacy*, the CAMRI Policy Briefs and Reports, 2021.

³² À l'exception de quelques publications en bambara, en kikongo, en swahili ou en arabe, la plupart des médias africains avaient une couverture francophone, anglophone, hispanophone ou lusophone.

³³ KAZEEM Yomi, « [Facebook's push to fix its fake news problem isn't working in Africa either](#) », *Quartz*, 1^{er} septembre 2020.

³⁴ World Health Organization, « [Infodemic](#) », WHO, consulté le 31 août 2023.

l'ampleur de la désinformation a été visibilisée, dans les pays d'Afrique subsaharienne et ailleurs³⁵. De plus, on constate que cette croissance ne semble pas avoir été accompagnée par une formation aux médias adaptée pour les citoyennes et citoyens du continent africain alors que cela pourrait les aider à mieux appréhender cette avalanche d'informations et à distinguer le vrai du faux tout en restant au fait des développements politiques, sociaux et sécuritaires les concernant directement.

Sur le plan empirique, les situations d'incertitudes mènent à des dynamiques de vide informationnel ou d'infodémie. Les différents rapports portant sur le sujet soulignent que les élections sont des moments critiques en matière de désinformation, et ce sur tous les canaux médiatiques – des plus traditionnels tels que la télévision, aux réseaux sociaux et aux groupes de messagerie instantanée³⁶.

1.4 Trolls & cie : la professionnalisation de la désinformation

Comme dans beaucoup d'autres zones géographiques, les pays africains font face à une professionnalisation croissante de la désinformation. Une étude de 2020 de l'*Oxford Internet Institute* (OII) montre que dans 81 États, les médias sociaux étaient utilisés à des fins de propagande et de désinformation politique³⁷.

La désinformation peut être menée par des instances internes à l'État et au pays. Par exemple, créatrices et créateurs de contenu en ligne ou journalistes œuvrent en faveur du pouvoir en place en produisant un contenu progouvernemental. Un des mécanismes qui explique ce mésusage des métiers de l'information dans la désinformation est la précarité du statut de journaliste sur le continent africain. Dans ce contexte, les journalistes ne sont pas toujours en mesure de refuser une couverture flatteuse des gouvernements en place en échange de moyens financiers³⁸. Les métiers de la presse sont par ailleurs sujets à de fortes répressions³⁹.

En addition à ceci, les pays africains ont connu, ces dernières années, une multiplication d'acteurs de la désinformation, y compris des firmes privées – des *cybertroupes* professionnalisées effectuant de sabotage informationnel sur internet⁴⁰. Le *Stanford Internet Institute* a notamment localisé la création de campagnes ciblant la RDC et la RCA en Russie. Ces actions visent à modifier les perceptions des populations et ainsi leur comportement politique, y compris leurs perceptions des OMP (c.f encadré 2)⁴¹. Entre 2009 et 2020, l'OII estime que plus de 61 millions USD ont été versés à des firmes privées pour que ces dernières conduisent des campagnes de désinformation. 10 millions USD ont aussi été versés à des plateformes telles que Facebook pour la diffusion d'infox par des *cybertroupes*⁴². Ces sommes non exhaustives sont un indicateur de l'ampleur de ce phénomène.

³⁵ BENKLER Monika, HANSEN Annicka S. et REICHERT Lilian, *Protecting the truth. Peace operations and disinformation*, Center for International Peace Operations, Octobre 2022, p. 5; TRITHART Albert, *op. cit.*, p. 5.

³⁶ BENKLER *et al.*, *op. cit.*, p. 7; TRITHART Albert, *op. cit.*, p. 5 ; WASSERMAN Herman et MADRID-MORALES Dani (Dirs.), *Disinformation in the global South*, John Wiley & Sons, 2021, p. 4; Stanford Internet Institute et Graphika, *loc. cit.*, p. 22.

³⁷ BRADSHAW Samantha *et. al.*, *Industrialized Disinformation: 2020 Global Inventory of Organized Social Media Manipulation*, Oxford Internet Institute, 2020, p. 1.

³⁸ *Ibidem*.

³⁹ Reporters sans frontières, « [Afrique. Le nouveau laboratoire de la désinformation et de la propagande](#) », consulté le 31 aout 2023.

⁴⁰ BRADSHAW Samantha *et. al.*, *op. cit.*, p. 8-9.

⁴¹ *Ibid.*, p. 21.

⁴² *Ibid.*, p. 2.

Enfin, en l'absence de politique régionale, mais également de régulation de la part des entreprises propriétaires des réseaux sociaux et des plateformes de messageries, les gouvernements africains ont mis en place différentes réponses face à la désinformation⁴³. Ces réponses peuvent être divisées en deux catégories : des réponses au niveau digital/numérique et des réponses au niveau légal/législatif⁴⁴.

Encadré 2 – 2020 : La MINUSCA ciblée par une campagne de désinformation professionnalisée

Dans un rapport de 2020, le Stanford Internet Institute (SII) et le centre de recherche Graphika font état d'une opération professionnalisée de désinformation en République centrafricaine sur *Facebook*. Étudiant une campagne de 2020 par la suite découverte et supprimée par Facebook, le SII note de fortes similarités entre différentes campagnes de désinformation à travers les pays africains, et atteste d'un lien entre les principales plateformes de diffusion d'infox et les actifs d'Evgueni Prigogine en RCA. Ces opérations consistent en la diffusion d'énoncés fallacieux et de documents trafiqués, lesquels démontreraient le caractère corrompu de la MINUSCA.

À travers une étude de faux profils, de leurs fonctionnements et du contenu des postes circulant sur Facebook, le SII démontre que la MINUSCA est directement touchée par la désinformation professionnalisée. Les différentes publications alimentent des narratifs fallacieux récurrents, parmi lesquels les soi-disant collusions de la MINUSCA avec les milices armées, à qui elle fournirait des armes contre « de l'argent, des diamants, de l'or et des organes ». Pour attester de leurs dires, les personnes impliquées dans la campagne de désinformation étaient allées jusqu'à produire de faux documents pour les diffuser sur différentes plateformes. D'autres accusations faussées portaient sur les violences sexuelles et basées sur le genre, les fraudes financières, les pillages de ressources naturelles et autres vols commis par les troupes de la MINUSCA. Enfin, des publications et des pages en soutien au président centrafricain Faustin-Archange Touadéra ont aussi été créées lors de cette campagne.

Alimentant des pages telles que *Centrfrik-Infos* (sic) sur *Facebook*, une multitude de faux profils de journalistes font usage de l'intelligence artificielle pour générer des images trafiquées, partager massivement les mêmes postes ou défendre des publications fallacieuses. Par ailleurs, la visibilité et le nombre de partages des écrits et images sont gonflés à travers le mécanisme de promotion payante disponible sur *Facebook*. Sur ce seul réseau social, 38 000 USD auraient été dépensés à cet effet⁴⁵.

La première catégorie de réponses comprend les actions de censure ou de blocage de contenus, de sites, de plateformes, afin d'empêcher la diffusion de certaines informations et de discours considérés comme illégaux. Ces interventions ont été très fréquentes sur le continent ces dernières années, puisque 32 pays africains y ont eu recours entre 2015 et 2021⁴⁶. Cette solution ne pourrait fonctionner sur le long terme et surtout elle ne prend en compte que l'aspect « *en ligne* » de la désinformation, or sur le continent africain la désinformation se fait aussi « *hors ligne* ». En effet, sur le continent, de fausses informations diffusées sur internet peuvent ensuite être transmises et répétées par des personnes physiques⁴⁷. La désinformation en ligne qui devient « physique » est d'autant plus difficile à contrer, notamment parce que les personnes qui reçoivent des informations de sources fiables telles que des membres de la famille ou des élites religieuses ou communautaires peuvent être moins

⁴³ DOMINGO Ennatu et SALZINGER Maëlle, « [Russia's war propaganda and disinformation: Recentring African agency](#) », *ECDPM*, 6 mars 2023, consulté le 19 octobre 2023.

⁴⁴ GARBE Lisa et al., « [How African countries respond to fake news and hate speech](#) », *LSE Blog*, 25 novembre 2021, consulté le 19 octobre 2023.

⁴⁵ Stanford Internet Institute et Graphika, [More-Troll Combat. French and Russian influence operations go head to head targeting audiences in Africa](#), Graphika, décembre 2020.

⁴⁶ ALADEKOMO Tomiwa, « [Bringing the Digital Media Revolution to Africa: How Innovative Local Publications are Positioning Themselves for Rapid Growth](#) », *NextBillion*, 13 juillet 2022, consulté le 19 octobre 2023.

⁴⁷ HASSAN Idayat, « [Disinformation Is Undermining Democracy in West Africa](#) », *Center for International Governance Innovation*, 4 juillet 2022, consulté le 19 octobre 2023.

enclines à les vérifier ou moins en mesure de le faire⁴⁸. Pour boucler la boucle, ces rumeurs hors ligne peuvent ensuite revenir en ligne, renforçant la fausseté ou déformant encore plus la réalité⁴⁹.

La deuxième catégorie de réponses inclut les différentes lois et politiques adoptées par les gouvernements afin de réguler la diffusion de fausses informations ainsi que les discours de haine. Ces textes diffèrent d'un pays à l'autre sur le continent, certains gouvernements choisissent d'adopter des législations spécifiques sur la désinformation alors que d'autres ont plutôt des textes plus généraux sur la liberté d'expression⁵⁰. Certaines de ces lois ont été critiquées pour l'absence de définition claire de la désinformation.

Ces deux types de solutions peuvent se révéler assez problématiques notamment en ce qu'elles peuvent être utilisées par des gouvernements autoritaires pour faire taire l'opposition et cibler les journalistes et l'opposition politique lorsque ces derniers partagent des informations ou des analyses qui contredisent le discours choisi par le gouvernement.

Pour résumer, l'accès inégal à l'information, l'absence de garde-fous contre la désinformation, la dégradation de la liberté de presse et la professionnalisation de la désinformation, les réponses inadaptées des États auxquels s'ajoute l'instabilité politique et sécuritaire sont des catalyseurs à désordres informationnels. Dans ce contexte, les États hôtes des opérations de maintien de paix que sont le Mali, la RCA et la RDC sont des cas révélateurs de l'ampleur de ces questions sur le continent africain. La partie suivante permettra de mieux saisir le milieu dans lequel les désordres informationnels s'installent. Dans chacun des cas d'études, on s'attachera à comprendre la nature du paysage médiatique, l'usage d'internet ainsi que les sources

2 États hôtes d'opérations de maintien de la paix : la désinformation comme paramètre systématique

Faire état de la désinformation dans les missions est une tâche ardue, de par la confidentialité et la discrétion que nécessite la lutte contre les troubles informationnels. Bien que le lien entre la désinformation et la dégradation des conditions d'engagement des Casques bleus peut être attesté, il est pour l'instant difficile d'établir systématiquement un lien causal entre des événements précis et des narratifs fallacieux donnés. Il est cependant indéniable que l'ampleur des troubles informationnels – qui touchent de manière systématique les terrains de conflits armés et donc les OP – dégrade très sérieusement les conditions d'engagement des troupes de l'ONU (c.f partie 4). Il s'agit ici d'explicitier ici le climat d'action de la MONUSCO en RDC, de la MINUSMA au Mali et de la MINUSCA en RCA à travers un point d'éclairage sur le paysage informationnel des États hôtes.

2.1 République démocratique du Congo : un paysage médiatique touché par la méfiance et le discours de haine

Selon *Reporters sans frontières*, le pluralisme médiatique en République démocratique du Congo est réel, mais fortement affecté par le conflit entre les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et les différents groupes armés, parmi lesquels le M23. La diversification de la presse

⁴⁸ TRITHART Albert, « [Disinformation Is a Growing Threat for UN Peacekeepers](#) », *International Peace Institute*, 14 décembre 2022, consulté le 19 octobre 2023.

⁴⁹ HASSAN Idayat et HITCHEN Jamie, « [If blackouts don't work, what might? Tackling fake news in West Africa](#) », *African Arguments*, 19 juillet 2022; consulté le 19 octobre 2023.

⁵⁰ DOMINGO Ennatu et SALZINGER Maëlle, *op. cit.*

en RDC date de la fin de la présidence de Mobutu. Dès 1997, le dirigeant congolais autorise la diffusion de médias commerciaux. Ainsi, la presse, la radio et la télévision se diversifient. Depuis, 540 journaux, 177 chaînes télévisées, 4 000 stations de radio et 36 médias en ligne sont actifs le territoire congolais. Cependant, ce foisonnement est aussi lié à l'usage des médias par les élites politiques, qui s'assurent visibilité et influence à travers la création et la possession de plateformes. La radio est le média le plus utilisé, et trois radios ont une couverture nationale : la *Radiotélévision nationale congolaise*, *Radio Okapi* – la radio des Nations unies soutenue par la Fondation Hirondelle –, et *Top Congo*. Le travail de recherche de terrain effectuée en 2021 à Kinshasa par Katrien Pype et Samuel Makaya font part de la confiance qu'accordent les Kinois et Kinois à *Radio Okapi*, considérée comme la radio la plus fiable avec *Top Congo*⁵¹. Hors de Kinshasa, la presse écrite est sommaire, et la fréquence des nouvelles publications est basse.

2.1.1 Quand les médias suscitent la méfiance

Les médias et les journalistes congolais vivent pour la plupart dans des situations précaires. Selon *Reporters sans frontières*, le travail de l'information est peu rémunéré et les professionnels de l'information subissent des menaces d'arrestations ainsi que des agressions. Ce climat de contrôle, de censure et de restriction des libertés entraîne une méfiance citoyenne quasi systématique face aux médias traditionnels congolais⁵². Ce contexte particulier était, selon Pype et Makaya, un catalyseur de désinformation avant même que les réseaux sociaux n'émergent. La chercheuse Marie-Soleil Frère notait en 2005 que les médias traditionnels congolais étaient fortement polarisés. Ces derniers jouaient déjà sur la fibre ethnique, attisant la haine entre communautés. Ils relayaient aussi des rumeurs, faute de pouvoir aller contrôler l'information sur le terrain⁵³. Les conditions du travail de la presse se sont encore dégradées avec le retour du M23 au Nord-Kivu, lequel somme régulièrement les plateformes médiatiques et leur personnel de dépeindre un meilleur portrait du groupe armé⁵⁴.

Par conséquent, la télévision, la radio et la presse officielle, financées par le gouvernement, sont perçues comme peu transparentes par le public congolais, qui voit en elles des entreprises de confusion plutôt que des sources d'informations⁵⁵. Les médias sont donc considérés comme étant partisans : soit pro, soit anti-gouvernement⁵⁶. L'ancien président Joseph Kabila avait par exemple beaucoup investi dans la gestion et la fondation de médias à sa faveur, tels que le site *Digital Congo*⁵⁷. L'usage des médias à des fins personnelles chez les élites politiques et économiques a pour résultat censure et dissimulations. Certains canaux publics n'avaient notamment pas reporté les violences interethniques ou les échecs des FARDC dans l'est du Congo⁵⁸. Dans ce climat de méfiance, internet et les réseaux sociaux viennent combler ce qui est perçu comme étant une lacune des médias gouvernementaux ou privés.

⁵¹ PYPE Katrien et MALUTE MAKAYA Sébastien, « Noise in Kinshasa Ethnographic Notes on the Meanings of Mis- and Disinformation in a Post-Colonial African City » dans WASSERMAN Herman et MADRID-MORALES Dani (Dir.), *Disinformation in the global South*, John Wiley & Sons, 2021.

⁵² PYPE Katrien et MALUTE MAKAYA Sébastien, *op. cit.*

⁵³ FRÈRE Marie-Soleil (Dir.), *Afrique Centrale – Médias et conflits: vecteurs de guerre ou acteurs de paix*, GRIP-Éditions Complexe, 2005, p. 103-107.

⁵⁴ Reporters sans frontières, « [République démocratique du Congo](#) », consulté le 31 août 2023.

⁵⁵ PYPE Katrien et MALUTE MAKAYA Sébastien, *op. cit.*, p. 65.

⁵⁶ FRÈRE Marie-Soleil (Dir.), *op. cit.*, p. 99.

⁵⁷ PYPE Katrien et MALUTE MAKAYA Sébastien, *op. cit.*, p. 64.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 66.

2.1.2 Internet, espace de circulation de narratifs alternatifs et de désinformation

En 2023, la plateforme *DataReportal*, qui s'intéresse à l'usage d'internet dans les différents États du monde, notait que la pénétration d'internet en RDC était de 22,9%, ce qui correspondait à 23,04 millions d'utilisateurs et utilisatrices. 4,9% de la population utilise les réseaux sociaux, représentant 4,9 millions d'utilisateurs et utilisatrices, parmi lesquels 4,7 millions d'utilisateurs de Facebook. Par contraste, 77,57 millions de personnes n'avaient pas accès à une connexion internet en début d'année 2023 – une écrasante majorité de la population (77,1%)⁵⁹.

À son émergence en RDC, le web est perçu comme un espace de liberté et d'indépendance, dans lequel tout un chacun a la possibilité de publier et de contester le narratif médiatique officiel. Les plateformes en ligne telles que les forums ou les réseaux sociaux et plus récemment les messageries instantanées comportent un avantage indéniable : les langues locales y sont représentées, contrairement aux médias classiques. Elles peuvent ainsi s'adresser à un public plus large.

Par ailleurs, la publication libre permet aux internautes de pallier une impression de dissimulation des canaux plus classiques. Conséquemment, sur des plateformes telles que Facebook, YouTube et Instagram, des chaînes traitant de la « *vérité cachée* » sur l'actualité fleurissent. Les producteurs et productrices de contenu insistent sur la nécessité de distribuer « une autre histoire » que celle des médias officiels. Plus ou moins rigoureuses, ces pages connaissent un fort succès. Par ce biais, les informations circulent aussi à très grande vitesse et en boucle sur les messageries instantanées. La multiplication de diffuseurs de contenu a pour conséquence la dissémination de contenu dont la qualité et la véracité ne sont pas contrôlées. Ces énoncés se diffusent rapidement hors d'internet, sous forme de rumeurs⁶⁰. Le public n'est pas dupe pour autant : Pype et Makaya remarquent tout au long de leur étude à Kinshasa que les internautes multiplient les relais d'information pour faire face au manque de fiabilité des informations. Ce phénomène couvre tous les sujets de la vie politique et sociale congolaise, du COVID-19 aux questions sécuritaires, dans lesquelles la MONUSCO est un sujet quasi-central⁶¹.

2.1.3 Les questions sécuritaires, sujets de théories du complot et de discours haineux

Depuis le retour violent des milices M23 en RDC⁶², la MONUSCO observe une prolifération de désinformation et de discours incitatifs à la haine entre les différents groupes socioculturels, en ligne ou dans le monde physique, y compris dans la presse écrite et audiovisuelle⁶³. En effet, la situation sécuritaire est le sujet d'un grand nombre de publications en ligne, parmi lequel on retrouve beaucoup d'infox. Des événements tels que le massacre de Kishishe par des milices M23 en novembre 2022 cristallisent tensions, désinformation et polarisation. Alors que la MONUSCO a dénombré la mort de 171 personnes, le gouvernement congolais accuse le M23 d'en avoir tué 320. Le groupe armé, soutenu par le Rwanda, nie les faits. Sur internet, les publications sont autant de rumeurs, de détournement d'images et de paroles, qui exacerbent les tensions du monde physique, nourrissant un cercle vicieux

⁵⁹ KEMP Simon, « [Digital 2023 : The Democratic Republic of the Congo](#) », DataReportal, 13 février 2023, consulté le 27 novembre 2023.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 72.

⁶¹ *Ibid.*, p. 70.

⁶² Pour rappel, la milice M23 a été pointée du doigt par le gouvernement congolais pour sa collusion avec le pouvoir rwandais.

⁶³ BETYNA Lydie, « [La MONUSCO lance un appel contre les discours de haine en République démocratique du Congo](#) », MONUSCO, consulté le 31 août 2023.

de surenchère du discours de haine⁶⁴. Le rapport de 2021 du Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'Homme en RDC faisait état de violences parfois fatales, touchant toutes les communautés, et directement liées à des discours haineux vis-à-vis de populations marginalisées telles que les Twa ou Banyamulenge rwandophones⁶⁵.

La RDC a par ailleurs été le théâtre des premiers troubles informationnels mortels attestés⁶⁶. De juillet à août 2022, les manifestations dirigées contre la MONUSCO citées en introduction, causées par des rumeurs, causent le décès de deux policiers indiens et trois Casques bleus marocains⁶⁷. Marcos de Sá Affonso da Costa tirait la sonnette d'alarme en 2022 quant à un sentiment anti-MONUSCO dans certaines parties du pays. Il reliait cette opposition à des infox diffusées par diverses milices à travers les réseaux sociaux⁶⁸. À travers ces derniers, les messages d'infox circulent au sujet de différentes thématiques : exploitation des ressources par les forces de l'ONU, complicité entre troupes de l'ONU et M23, trafic d'armes de la part de la MONUSCO⁶⁹.

On remarque donc que la désinformation en RDC provient autant les médias traditionnels, du contenu produit sur internet, les groupes armés tels que le M23, de certains éléments du gouvernement congolais, mais aussi externes, au Rwanda et en Russie. Albert Trithart note que malgré l'existence d'un faisceau de preuves pointant vers une intervention externe au Congo, la provenance exacte de cette désinformation n'était pas encore aussi certaine qu'au Mali et en République centrafricaine⁷⁰. L'étude de 2020 de l'OII listait bien le Congo parmi les États ciblés par la désinformation professionnalisée provenant de Russie ou de financements russes⁷¹. Cela étant noté, le discours de désinformation dominant au Congo est, entre autres, antimission, anti-Rwanda et haineux contre les rwandophones⁷², contrairement à la Centrafrique et au Mali, où il est spécifiquement prorusse et antirfrançais⁷³.

2.2 Mali : médias silencés et désinformation nourrie par l'élite politique

2.2.1 Délitescence d'un paysage médiatique prometteur

Le Mali compte aujourd'hui environ 200 journaux, plus de 500 radios et plusieurs dizaines de chaînes de télévision nationales et régionales. Le paysage médiatique et informationnel malien des dernières années a été fortement impacté par la crise politique et sécuritaire de la dernière décennie. La chute du régime de Moussa Traoré en 1991 avait marqué un essor de la presse et des médias, menant à une

⁶⁴ VOGEL Christoph et VERWEIJEN Judith, « [How to avoid false narratives around DR Congo's M23 conflict](#) », *The New Humanitarian*, consulté le 31 août 2023.

⁶⁵ Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'Homme en République démocratique du Congo, [Rapport sur les discours et messages incitatifs à la haine en République démocratique du Congo](#), rapport, mars 2021.

⁶⁶ Il se peut fortement que d'autres cas d'attaques contre les Casques bleus de l'ONU se soient déroulés, mais le premier événement dont l'origine peut être clairement retracée à la désinformation contre la MONUSCO date de l'été 2022.

⁶⁷ *Africanews* et l'Agence France-Presse, « [UN honors five peacekeepers killed in eastern DRC](#) », *Africanews*, consulté le 31 août 2023 ; « [Protesters set fire to UN vehicles in Goma](#) », *Africanews*, consulté le 31 août 2023.

⁶⁸ United Nations, « [In Presidential Statement, Security Council Underscores Critical Role of Strategic Communications in Fulfilling Peacekeeping Mandates, Protecting Troops](#) », *Meetings Coverage and Press Releases*, consulté le 31 août 2023.

⁶⁹ TRITHART Albert, *op. cit.*, p. 4.

⁷⁰ *Ibidem*.

⁷¹ BRADSHAW Samantha *et. al.*, *op. cit.*

⁷² TRITHART Albert, *op. cit.*, p. 4.

⁷³ *Ibidem*.

grande diversité de voix⁷⁴. Les différents médias reflétaient le positionnement des différents partis maliens, ce qui a poussé la *Haute Autorité de la Communication* du Mali à réguler les médias et imposer un code d'éthique en 2002⁷⁵. Le pays était alors considéré comme un point de liberté de presse et d'information dans la région. Jusqu'en 2012, au moment de l'insurrection conjointe de groupes séparatistes touaregs et de mouvances islamistes radicales, il y avait au Mali une réelle diversité dans la couverture médiatique malienne selon *Reporters sans frontières*. L'arrivée d'Al-Qaïda dans la région avait entraîné des menaces graves sur ce corps de métier. Selon la *Friedrich Ebert Stiftung* (FES), le climat sécuritaire pousse les journalistes à l'autocensure. À cela s'ajoutent les deux coups d'État successifs de 2020 et 2021, qui ont eu un impact fortement négatif sur les métiers de la presse par une intensification de la censure et une restriction importante sur l'accès à l'information⁷⁶.

Plusieurs événements révèlent l'état dégradé de la liberté de presse et d'information au sein du pays. En 2016, le journaliste malien Birama Touré disparaît au cours de son enquête sur Karim Keita, fils du président Ibrahim Boubacar Keita. L'enquête de RSF conclut au décès probable de Touré⁷⁷. En 2021, le journaliste français Olivier Dubois est enlevé par Al-Qaïda au Maghreb Islamique puis détenu pendant 711 jours. Un autre journaliste malien, Malick Konaté, vit menacé après sa participation à un reportage sur la milice Wagner⁷⁸. La diversité de la presse malienne n'est donc pas synonyme de liberté de ton et de couverture de l'information.

Selon la FES, l'indépendance des médias maliens est précaire de par leur manque de ressources économiques et la mainmise de Bamako sur leur gouvernance. Par exemple, la direction de l'Agence malienne de presse et de publicité, qui produit cinq journaux en français et en langues locales, est nommée par le gouvernement. Quant à l'Office de radio et télévision du Mali (ORTM), son conseil d'administration est subordonné au ministère de la Communication. Par conséquent, elle ne bénéficie pas de l'indépendance rédactionnelle requise pour couvrir tous les sujets politiques, et n'est pas suffisamment financée, ce qui la rend vulnérable aux pressions commerciales et politiques. Cependant, ce média offre une large gamme de programmes, y compris au niveau régional⁷⁹.

L'accès à l'information par la population civile est inégal, comme mentionné plus haut. Le média quasi universel reste la radio, seul média aisément accessible dans les zones les plus éloignées de la capitale⁸⁰ : 95 % des familles maliennes possédaient au moins un poste. C'est la raison pour laquelle la MINUSMA a lancé la *Radio Mikado*⁸¹ lors de son arrivée sur le territoire en 2014, et que la Fondation Hironnelle y a ouvert le *studio Tamani*⁸². Dans les deux cas, il s'agit de proposer une couverture radiophonique de qualité, sur une large zone géographique, en dépit du climat politique de censure et de répression.

⁷⁴ Reporters sans frontières, « [Mali](#) », consulté le 31 août 2023.

⁷⁵ Media Landscapes, « [Mali](#) », *Countries*, consulté le 31 août 2023.

⁷⁶ Reporters sans frontières, « [Mali](#) », consulté le 31 août 2023.

⁷⁷ Reporters sans frontières, « [Mali : le journaliste Birama Touré porté disparu depuis 6 ans est probablement mort](#) », consulté le 31 août 2023.

⁷⁸ Reporters sans frontières, « [Mali : les menaces de mort contre Malick Konaté doivent cesser](#) », consulté le 31 août 2023.

⁷⁹ Friedrich Ebert Stiftung, *Baromètre des médias africains. Mali 2021*, fesmedia, 2021.

⁸⁰ IMMAR Research & Consultancy et Free Press Unlimited, *Étude quantitative et qualitative des médias au Mali et de leur impact sur le processus de paix*, rapport, 2016.

⁸¹ MINUSMA, « [La radio de la MINUSMA](#) », consulté le 30 août 2023.

⁸² Fondation Hironnelle, « [Studio Tamani – Mali](#) », consulté le 31 août 2023.

En plus des défis précités du paysage médiatique malien, il existe de grandes inégalités d'accès aux médias, principalement basées sur la compétence linguistique : seule 28 % de la population malienne comprend sans problème les médias francophones. Pour ce qui est de l'accès à la télévision – dont les programmes sont de meilleure facture que la radio, celui-ci est principalement l'apanage des personnes jeunes, vivant en zones urbaines. Par contraste, les personnes vivant de zones rurales subissent non seulement une inégalité numérique, mais aussi une inégalité d'accès à l'électricité – limitant leur accès à l'information. Si des programmes en langues locales sont diffusés via l'ORTM, il s'agira davantage du bambara que des langues parlées dans le nord du pays. En plus de ces inégalités, la grande superficie du Mali ne permet pas la présence de journalistes sur l'entièreté du territoire, ce qui rend la vérification systématique des faits quasiment impossible⁸³.

2.2.2 Usage d'internet et des réseaux sociaux

Le Mali comptait, en février 2023, 7,91 millions d'internautes, représentant 34,5% de la population. 1,7 million de personnes utilisent les réseaux sociaux – équivalant à 7,4% du pays. 15,02 millions de personnes – 65,5% des citoyens et citoyennes n'avaient pas accès à une connexion internet. Le réseau social le plus utilisé est Facebook⁸⁴.

Dans le contexte malien, l'utilisation des applications de messagerie en ligne facilite la circulation des informations par sa rapidité et sa capacité à atteindre un nombre important d'internautes. De ce fait, les énoncés fallacieux, images manipulées et autres discours de haines sont rapidement diffusés, causant des désordres informationnels. Selon un informateur anonyme ayant travaillé au sein de la MINUSMA, WhatsApp est particulièrement vulnérable à cette dynamique de circulation rapide et peu contrôlée, étant donné que les informations peuvent être publiées plusieurs fois, sur plusieurs canaux. Son témoignage fait écho au rapport du *Stanford Internet Institute*, qui fait état de postes fallacieux, postés en masse par des multitudes de faux comptes⁸⁵. Par ailleurs, les énoncés fallacieux diffusés sur internet sont parfois repris par les radios locales, faute de vérification des faits. Une autre caractéristique de l'usage d'internet au Mali est que ce dernier est régulièrement coupé sur ordre de Bamako. Selon l'ONG *Access Now*, qui défend les droits digitaux de par le monde, le gouvernement malien a opéré près de 28 restrictions d'internet – du ralentissement à la coupure nette du réseau entre 2014 et 2023, ce qui représente une menace à la liberté d'expression⁸⁶. Cela a notamment été le cas lors des élections de 2018 ou des manifestations de juin 2020⁸⁷.

Le durcissement de la répression et de la censure depuis la prise de pouvoir de la junte militaire en 2019 a dégradé le paysage médiatique de manière tangible. Entre arrestation de journalistes et coupures d'internet, Bamako exige à présent un traitement « *patriotique* » de l'information auprès des différentes plateformes de diffusion⁸⁸. Par ailleurs, les instances étatiques maliennes contribuent activement à la désinformation, notamment à l'encontre de la MINUSMA⁸⁹.

⁸³ Entretien avec un informateur anonyme, ayant travaillé sur les désordres informationnels au Mali.

⁸⁴ KEMP Simon, « [Digital 2023 : Mali](#) », DataReportal, 14 février 2023, consulté le 27 novembre 2023.

⁸⁵ Stanford Internet Institute et Graphika, *op. cit.*, p. 52.

⁸⁶ TACKETT Carolyn, « [Fighting censorship during the 2018 elections season](#) », *Access Now*, consulté le 31 août 2023.

⁸⁷ Friedrich Ebert Stiftung, *op. cit.*, p. 24.

⁸⁸ Reporters sans frontières, « [Mali](#) », consulté le 31 août 2023.

⁸⁹ TRITHART Albert, *op. cit.*, p. 4

2.2.3 La MINUSMA, cible d'une désinformation multidimensionnelle

Les désordres informationnels au Mali sont intrinsèquement liés à la situation sécuritaire malienne. Ils sont donc antérieurs au déploiement de la MINUSMA : les opérations Serval en 2013 puis Barkhane de 2014 à 2022 avaient aussi été ciblées par une désinformation persistante⁹⁰.

Les acteurs des troubles de l'information au Mali sont multiples. Les différentes communautés font circuler, souvent sans le savoir, des informations fausses sur les groupes considérés comme rivaux ou ennemis, les accusant d'atrocités contre les civils, parmi lesquels des violences sexuelles sur les femmes et les filles. En ce qui concerne directement la MINUSMA, Adam Sandor note qu'avant 2020 déjà, le personnel de sécurité malien véhiculait des rumeurs sur la complicité entre la MINUSMA et le gouvernement français, perçu de manière plus en plus hostile par certains partis maliens. En plus de ceci, les différents groupes armés accusaient la Mission de collusion avec leurs adversaires. Peu avant le coup d'État de 2021 déjà, des groupes promilitaires et prorusses publiaient régulièrement de la désinformation sur la MINUSMA. Ce sont notamment *Yerewolo – Debout sur les remparts*, le *Collectif pour la défense des militaires*, le *Groupe des patriotes maliens*, à travers des communiqués de presse⁹¹ et des publications Facebook⁹². Les énoncés de désinformation vont de l'inefficacité de la MINUSMA, à des livraisons d'armes à des enfants⁹³.

Enfin, depuis son accession au pouvoir par le coup d'État du 24 mai 2021, le gouvernement transitionnel malien a alimenté une désinformation persistante au sujet de la Mission (cf. encadré 3). Les différentes études sur le contexte malien montrent que les troubles de l'information proviennent tant de la circulation d'énoncés fallacieux dans la société – via le phénomène de mésinformation ou de malinformation, autant qu'ils sont générés par les hautes sphères du pouvoir⁹⁴. En plus de ceci, les chercheurs et chercheuses spécialistes de la question retracent l'origine de nombreux postes de désinformation à des éléments de la société civile et des affaires liés à des financements russes⁹⁵. Des pages prorusses, vantant les mérites des combattants de Wagner, appellent à une coopération avec la FAMA dès septembre 2021 – soit cinq mois après le putsch⁹⁶. Elles véhiculent aussi des appels au boycott de la France et de ses médias : coupées en mars 2022, les chaînes d'information françaises *RFI* et *France 24* sont suspendues en avril 2024 par Bamako⁹⁷. Cette situation précise montre que certains États peuvent devenir eux-mêmes acteurs de la désinformation et alimenter les troubles informationnels sur leur territoire, souvent afin de renforcer leur assise sur le pouvoir.

⁹⁰ SANDOR Adam, *op. cit.*, p. 914. TULL Denis et DUCKERS Chantal, *op. cit.*, p. 161.

⁹¹ Bamako.com, « [Reprise de Kidal par les forces armées maliennes : Yerewolo debout sur les remparts demande un plan d'urgences sociales pour les populations et l'abandon pur et simple de l'accord d'Alger](#) », 17 novembre 2023, consulté le 28 novembre 2023.

⁹² Facebook, « [Collectif pour la défense des militaires](#) », consulté le 1^{er} décembre 2023.

Facebook, « [COMMUNIQUE N°023/2023/YDR](#) », Yerewolo Debout sur les remparts, le 2 novembre 2023, consulté le 1^{er} décembre 2023. Facebook, « [Groupe des patriotes du Mali](#) », le 25 octobre 2023, consulté le 1^{er} décembre 2023.

⁹³ Facebook, « [La MINUSMA aurait armé des enfants à Kidal pour leur céder ses positions avancées](#) », Collectif pour la défense des militaires, 5 octobre 2023, consulté le 1^{er} décembre 2023.

⁹⁴ SANDOR Adam, *loc. cit.* TULL Denis et DUCKERS Chantal, *op. cit.*

⁹⁵ TRITHART Alan, *op. cit.* Oxford Internet Institute et Graphika, *op. cit.*

⁹⁶ Facebook, « [Collectif pour la défense des militaires](#) », le 20 décembre 2021, consulté le 1^{er} décembre 2023. Facebook, « [SURSAUT PATRIOTIQUE NATIONAL !!!](#) », Yerewolo debout sur les remparts, le 26 octobre 2021, consulté le 1^{er} décembre 2023.

⁹⁷ France24, « [RFI et France 24 définitivement suspendues au Mali](#) », le 27 avril 2022, consulté le 1^{er} décembre 2023.

Encadré 3 – Le retrait de la MINUSMA de Kidal dans un climat de troubles informationnels

En octobre 2023, la MINUSMA se retire de la base avancée de Kidal. Cette décision résulte de la demande de Bamako de mettre fin à la Mission – actée par le Conseil de sécurité le 30 juin 2023 via la Résolution S/RES/2690. Le retrait se fait dans un contexte sécuritaire particulièrement dégradé. Les troupes de la MINUSMA sont ciblées par des groupes jihadistes, en pleine expansion dans la zone.

Le 24 octobre, le gouvernement malien accuse l'ONU de laisser le champ libre aux « terroristes » et de menacer « la sécurité et la stabilité » de la localité d'Aguelhok, dans le nord de la province de Kidal.

Alors que la MINUSMA avait détruit les équipements qui n'ont pas pu être évacués, le porte-parole du gouvernement malien la blâme d'avoir « [laissé des] *matériels appartenant aux FAM* (armes, véhicules) [qui] se retrouvent désormais dans les mains des terroristes à cause de la décision onusienne ». Cet abandon de la base et du matériel serait, selon les dires du porte-parole du gouvernement malien, une conspiration française visant à « équiper les terroristes » en pressant le départ de la Mission⁹⁸.

Dans ce contexte, le groupe *Yerewolo* – proche de la junte militaire et de Wagner, déclare le 2 novembre 2023 que « *ce retrait est une violation des dispositions de la résolution 2690* », et qu'il fait partie d'un « *plan machiavélique de déstabilisation du Mali toujours en vigueur* »⁹⁹. Ce narratif est repris sur la page Facebook du *Collectif pour la Défense des Militaires* (favorable à Assimi Goïta et prorusse), qui condamne la MINUSMA pour « *sa complicité avec les groupes armés terroristes* »¹⁰⁰. Les deux postes se fendent de félicitations aux FAMA.

Ces énoncés, non exhaustifs de l'ampleur de la désinformation que connaît la MINUSMA, cristallisent les différents narratifs fallacieux qui circulent sur elle, à savoir sa collusion avec les groupes armés, la France, son inefficacité ou encore sa volonté de nuire au Mali. En contraste, les actions des FAMA et du gouvernement malien sont louées.

Le contenu de la désinformation au sujet de la MINUSMA tourne autour de sujets bien définis, tous renvoyant la Mission à son caractère exogène. Selon ces énoncés, la Mission serait inefficace et inapte à répondre aux défis sécuritaires auxquels ferait face le Mali. De manière concrète, cette accusation prend chair dans le narratif de troupes de l'ONU « *cloitrées dans leurs bases* » – rapportée par un informateur interrogé dans le cadre de ce travail. Aussi, elle conspirerait pour affaiblir le Mali et faire usage de ses ressources naturelles. Certaines accusations vont jusqu'à attribuer à la Mission une connivence avec la France. L'Opération serait aussi en collusion avec les différents groupes armés. Relativement à ce narratif, des rumeurs de livraisons d'armes vers les groupes armés ont circulé. Pour résumer, la MINUSMA serait un agent étranger à la neutralité contestable. Ses intentions et sa capacité de résoudre la situation sécuritaire au Mali sont donc sujettes à rumeurs et médisances. Lorsqu'ils sont véhiculés par le gouvernement de 2021, ces narratifs font porter à la MINUSMA l'entière responsabilité des problèmes sécuritaires du Mali. Ils circulent à travers les médias, par bouche-à-oreille et sur les réseaux sociaux, ce qui nuit considérablement au travail et à la sécurité des troupes de l'ONU. Par ailleurs, ces troubles informationnels coïncident avec la nature particulièrement difficile du terrain d'action de la Mission, faisant de la MINUSMA la mission ayant coûté le plus de vies parmi les Casques bleus¹⁰¹.

⁹⁸ Le Monde, « L'ONU se [retire du Mali, la junte dénonce une « trahison » et accuse la France](#) », le 19 octobre 2023, consulté le 1^{er} décembre 2023.

⁹⁹ Facebook, « [COMMUNIQUE N°023/2023/YDR](#) », Drissa Meminta, 2 novembre 2023, consulté le 1^{er} décembre 2023.

¹⁰⁰ Bamako.com, « [Reprise de Kidal par les forces armées maliennes : Yerewolo debout sur les remparts demande un plan d'urgences sociales pour les populations et l'abandon pur et simple de l'accord d'Alger](#) », 17 novembre 2023, consulté le 28 novembre 2023. Facebook, « [COMMUNIQUE N°023/2023/YDR](#) », Yerewolo Debout sur les remparts, le 2 novembre 2023, consulté le 1^{er} décembre 2023. Facebook, « [Groupe des patriotes du Mali](#) », le 25 octobre 2023, consulté le 1^{er} décembre 2023.

¹⁰¹ SANDOR Adam, *loc. cit.*

Selon Denis Tull et Chantal Duckers, la désinformation est un problème autant qu'un révélateur¹⁰². Les causes sous-jacentes des troubles informationnels au Mali visant la MINUSMA peuvent être expliquées par les éléments suivants. En premier lieu, la soi-disant inefficacité de la MINUSMA révèle les attentes des acteurs impliqués. Pour le gouvernement malien, il s'agissait de recouvrer le contrôle sur l'entièreté du territoire et de réaffirmer la centralité du pouvoir malien à Bamako¹⁰³. Les attentes du gouvernement malien, intrinsèquement liées à son consentement à la présence de la MINUSMA, ont connu des revirements difficiles à anticiper pour la mission, les coups d'État successifs plaçant au pouvoir des acteurs militaires de moins en moins réceptifs à sa présence¹⁰⁴. Si l'ancien président malien Ibrahim Boubacar Keïta avait émis des critiques vis-à-vis de la Mission sans pour autant envisager son départ, le gouvernement militaire actuel d'Assimi Goïta a, dès son arrivée au pouvoir, adopté une ligne plus radicale de sécurisation par la force du nord Mali. Or, le travail de la MINUSMA, qui consiste à la facilitation d'un dialogue intermalien entre les différentes parties belligérantes, ne correspond pas aux attentes de la junte militaire. Cette dernière désire mettre en place une action robuste, entrant ainsi en dissonance avec le mandat de cette OP. Cette désapprobation du pouvoir en place, conjuguée à la conséquente limitation de moyens humains et matériels et à un terrain d'action vaste et dangereux, rend les conditions d'engagement de la Mission particulièrement difficiles¹⁰⁵. En second lieu, les médisances sur la Mission diffusées par l'État malien ont permis, dans une certaine mesure, à l'État hôte de se dédouaner de ses propres limites et pratiques de prédation¹⁰⁶. Les désordres informationnels au Mali répondent donc à un sentiment collectif de frustration exploité par la junte en place à Bamako, ses soutiens, ainsi que des éléments externes, parmi lesquels des acteurs de la désinformation basés en Russie¹⁰⁷.

La MINUSMA hérite donc de discours fallacieux circulant depuis les opérations Serval et Barkhane, révélateurs d'une lassitude quant à l'enlisement du conflit. La Mission agit d'autant plus sur un terrain d'action fragmenté, caractérisé par une circulation rapide de rumeurs. Enfin, elle subit, sous forme de campagnes de diffamations, les conséquences de la prise de pouvoir d'une junte militaire en quête de légitimation¹⁰⁸.

2.3 République centrafricaine : un paysage médiatique sporadique face à la désinformation professionnalisée

Contrairement à la RDC ou au Mali, les données sur les médias centrafricains sont plus rares. Les médias centrafricains font face à une forte précarité du secteur, un manque de moyens financiers et humains et une formation incomplète¹⁰⁹. Malgré ces défis, l'essor des nouvelles technologies et la libéralisation des médias ont apporté une considérable expansion du secteur de l'information centrafricain au cours des vingt dernières années.

¹⁰² TULL Denis et DUCKERS Chantal, *op. cit.*, p.152.

¹⁰³ SANDOR Adam, *op. cit.*, p.917.

¹⁰⁴ *Ibid.*,

¹⁰⁵ TULL Denis et DUCKERS Chantal, *op. cit.*, SANDOR Adam, *op. cit.*

¹⁰⁶ SANDOR Adam, *op. cit.*, p.918.

¹⁰⁷ TRITHART Albert, *op. cit.*, p. 3, Benkler 7.

¹⁰⁸ Stanford Internet Institute et Graphika, *op. cit.*, pp.74-75. TULL Denis et DUCKERS Chantal, *op. cit.*, SANDOR Adam, *op. cit.*

¹⁰⁹ JEANDOUBI Saber, *op. cit.*, p. 22.

2.3.1 Un paysage médiatique sporadique et inégal

En République centrafricaine, la couverture de presse écrite est sporadique, et n'est disponible que dans une partie de la capitale, et uniquement en français¹¹⁰. Pour les personnes vivant hors de Bangui, et/ou ne parlant pas le Français, cette source d'information n'est pas disponible. Les médias écrits ont cependant contribué à enrichir et libérer le paysage médiatique depuis la seconde moitié des années 1990. La radio y reste le média le plus usité – peu cher, relativement peu dépendant à l'électricité et facilement accessible en province. Le pays compte un peu plus de 40 radios. On y retrouve *Ndeke Luka*, chaîne la plus populaire et écoutée en RCA, lancée en 2000 par la Fondation Hirondelle. Avec une forte présence à Bangui et sept antennes sur le pays, elle diffuse des programmes dans les deux langues officielles de Centrafrique : le sango et le français¹¹¹. *Guira FM*, la radio onusienne, diffuse depuis 2014 une « culture de paix et de réconciliation » avec pour but d'aider à la restauration de l'autorité de l'État¹¹². Employant principalement des journalistes centrafricains, elle est présente à Bangui et dans les provinces où se trouvent des bases onusiennes.

Pour ce qui est de la télévision, elle reste l'apanage d'une minorité privilégiée, résidant principalement à Bangui. Elle est par ailleurs associée au pouvoir centrafricain. Il existe deux chaînes de télévision : la chaîne privée *Vision 4 Centrafrique*, dirigée depuis le Cameroun, et *TVCA*, la chaîne publique. Pour produire du contenu, cette dernière travaille avec une entreprise privée en Seine-et-Marne, elle aussi dirigée depuis l'étranger par la diaspora centrafricaine. Selon Saber Jendoubi, de l'Institut français de relations internationales, la télévision reste un média-ultra marginal, uniquement disponible à la capitale. Une des raisons de ce manque d'intérêt du public est l'instabilité de l'accès à l'électricité¹¹³.

En RCA, les journalistes bénéficient sur le papier d'une protection légale de leur profession. En 2018, l'Union des journalistes de Centrafrique recensait 365 personnes exerçant un métier de la presse et de l'information¹¹⁴. Leur formation reste limitée au niveau national. Pour pallier ce manque, une dizaine de formations sont dispensées par les différentes organisations internationales présentes en Centrafrique. Pour ce qui est de leur revenu, celui-ci est précaire selon les standards centrafricains, ce qui pousse les journalistes à compléter leurs revenus avec des activités externes, allant du reportage pour l'ONU à la communication gouvernementale¹¹⁵.

Les métiers de la presse et de l'information sont régis par le Haut conseil de la communication (HCC) – un organe de régulation de la presse composé de professionnelles et professionnels du secteur des médias, des arts et de la communication. Cela dit, plusieurs informateurs ont signalé les collusions entre le HCC et le pouvoir centrafricain. En effet, l'organe a, à plusieurs reprises, mis en demeure des radios pour des motifs allant de la diffamation à l'incitation à la haine. Ces actions, pour les journalistes, relèvent plutôt d'un rappel à l'ordre que d'une réelle veille qualitative. Une petite dizaine d'associations de journalistes centrafricaines œuvrent à améliorer le contenu médiatique en organisant séminaires et rencontres. Certaines de ces organisations, telles que le Réseau des journalistes sensibles au genre, sont soutenues par l'ONU, notamment via ONU Femmes. Cependant, beaucoup de ces groupes sont inactifs, par manque de financement et de personnel¹¹⁶. Dans le contexte sécuritaire actuel, Reporters sans frontières souligne qu'en RCA, les médias et journalistes

¹¹⁰ *Ibid.*, p. 7.

¹¹¹ *Ibidem*.

¹¹² MINUSCA, « [GUIRA FM, les ondes de la paix](#) », consulté le 31 août 2023.

¹¹³ JEANDOUBI Saber, *op. cit.*, p. 11.

¹¹⁴ *Ibid.*, p. 14.

¹¹⁵ *Ibid.*, p. 15-16.

¹¹⁶ *Ibid.*, p. 13.

restent pris en étau entre les différents groupes armés et les autorités, lesquelles se rapprochent fortement du pouvoir russe¹¹⁷.

2.3.2 L'internet centrafricain en expansion

Dans le contexte précité, l'émergence d'internet au début des années 2000 entraîne l'apparition de blogs traitant d'information nationale et internationale. Les médias traditionnels peinent à se frayer une présence en ligne¹¹⁸, quoiqu'une partie de la presse écrite commence à migrer en ligne¹¹⁹. Selon le journaliste Saber Jendoubi, ce changement a dégradé la qualité de la presse centrafricaine¹²⁰. La page d'information locale la plus fréquentée est le Réseau des journalistes pour les droits de l'homme (RJDH), une ONG de journalistes présente sur les ondes radiophoniques, et le web, y compris les réseaux sociaux. Pour le reste, les nouvelles sont partagées sur des blogs présents sur Facebook. Des pages trompeuses ont aussi tendance à émerger sur les réseaux sociaux, déguisées en pages d'informations. L'accès au web reste cependant limité : seuls 5 % de la population utilise internet, et le prix des données est élevé (30 EUR pour 10 Go).

Dans ce paysage web, les influenceurs et influenceuses agissent de manière plus ou moins indépendante du pouvoir en place et sont en général des hommes, intellectuels, cadres du gouvernement ou d'organisations internationales, journalistes, activistes, résidents sur le territoire ou issus de la diaspora. Outre une poignée de figures publiques, les internautes en RCA restent relativement anonymes – leur identité dissimulée derrière des pseudonymes liés aux milices armées ou au pouvoir de Bangui¹²¹.

2.3.3 Désinformation : émergence de la Russie comme actrice des médias centrafricains

Dès 2017, avec l'arrivée des troupes de Wagner, la Russie s'intéresse aux médias centrafricains. La société d'Evgueni Prigogine, *Lobaye Invest*, finance diverses plateformes médiatiques et cherche à élargir les médias centrafricains avec une couverture géographique et linguistique plus poussée. C'est ainsi qu'apparaissent des pages telles que *Le Potentiel centrafricain* ou encore *l'Occident*. Ces médias s'inscrivent dans une position anti-France. De par des contenus sponsorisés sur Facebook, des pages telles que *Sputnik* ou *RT* gagnent de la visibilité, ainsi que des pages et des acteurs anonymisés prorusses, anti-France, anti-ONU, anti-CEDEAO voire anti-Union africaine. Ce discours s'intensifie dès 2018. Ces actions, de l'ordre du soft-power, peuvent prendre un tournant plus violent – pressions, filatures, intimidations et calomnies ont été rapportées en 2018 par des journalistes travaillant en RCA¹²².

En 2019, la plateforme Facebook annonçait la suppression de deux réseaux responsables de « *comportement inauthentique coordonné* » ciblant l'État centrafricain. L'un d'entre eux était *Internet Research Agency*, également lié à Evgueni Prigogine. L'autre, peu structuré et non financé, avait été localisé en France, et se posait en opposition à une rhétorique prorusse en Centrafrique et au Mali. Des deux côtés, une même logique, les postes soutenant le rôle de la Russie ou de la France s'interposaient dans une logique de *trolling* – c'est-à-dire de réponses répétitives à des publications,

¹¹⁷ Media Landscapes, « [Central African Republic](#) », *Countries*, consulté le 31 août 2023.

¹¹⁸ *Ibidem*.

¹¹⁹ JEANDOUBI Saber, *op. cit.*, p. 10.

¹²⁰ *Ibid.*, p. 22.

¹²¹ *Ibid.*, p. 11.

¹²² *Ibid.*, p. 20.

souvent de manière moqueuse, voire insultante, dans le but de perturber le débat¹²³. Toute mesure gardée, la page de désinformation la plus populaire sur Facebook est alimentée par des acteurs locaux sous financement russe, et compte plus de 50 000 abonnements contre 34 pour la page modérée depuis la France¹²⁴.

La désinformation en Centrafrique au sujet de la MINUSCA porte sur son pillage supposé des ressources naturelles du pays, ainsi que des collusions avec les groupes armés. Ainsi, une campagne de désinformation de 2020 ciblait la mission onusienne en l'accusant de trafic d'armes en faveur des « mercenaires génocidaires », et appelant à la violence contre son staff. Cette désinformation avait pris diverses formes, dont la circulation de lettres fabriquées de toutes pièces, de vidéos et de photos labellisées de manière fallacieuse¹²⁵. En contraste aux désordres informationnels ciblant la MINUSMA – constitués de propagande et de malinformation (c.f. encadré 3), la MINUSCA est ciblée par la désinformation : des propos volontairement faux. Malgré ce contexte agité, la mission centrafricaine est la seule parmi les différentes opérations sur le sol africain à connaître une baisse de la désinformation dès 2022¹²⁶.

Les désordres informationnels sont donc présents au sein des trois missions, catalysées par les caractéristiques du paysage médiatique congolais, malien et centrafricain. Ces phénomènes, liés à des éléments internes ou externes, professionnalisés ou non, impactent considérablement les missions, comme expliqué ci-dessous.

3 La désinformation : un acte dématérialisé aux conséquences tangibles

La désinformation sur internet entraîne des conséquences réelles, et intentionnelles. Les personnes et les groupes qui la diffusent ont pour but de nuire à la réputation et la légitimité des missions sur le terrain et remettre en cause la confiance des États hôte à leur égard, et d'ainsi entraver leur action¹²⁷. Loin d'être seulement symboliques, ces allégations au sujet des missions impactent directement la sécurité des Casques bleus et des populations civiles. En effet, les rumeurs et allégations sur l'inefficacité ou la complicité des troupes onusiennes avec les groupes armés sapent leurs relations avec les populations, et font d'elles des cibles d'attaques parfois mortelles. Enfin, les désordres informationnels affectent non seulement le mandat et le personnel des missions, mais ils fragilisent aussi les sociétés des États hôtes.

3.1 Conséquences sur les missions : la sécurité des Casques bleus menacée

La désinformation au sujet des missions cible les institutions politiques, les élites et la société civile d'un État, en modifiant leurs perceptions des OP. Pour le Secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres, « la désinformation n'est pas seulement trompeuse, elle est dangereuse et potentiellement mortelle. Cela alimente la violence mortelle contre notre personnel et nos partenaires. Il transforme

¹²³ Stanford Internet Institute et Graphika, *op. cit.*, p.2. REVILLARD Anne, « Les interactions sur l'Internet » dans *Terrains et Travaux*, vol.1, n.1, 2000, p.113.

¹²⁴ *Ibid.*, p. 5.

¹²⁵ TRITHART Albert, *op. cit.*, p. 3.

¹²⁶ *Ibid.*, p. 4

¹²⁷ BENKLER *et al.*, *op. cit.* Trithart

notre drapeau bleu de symbole de sécurité en une cible d'attaque »¹²⁸. En effet, en addition à l'impact sur la perception des missions, c'est d'abord la sécurité des troupes onusiennes, leur accès au terrain, puis le consentement des États et les sociétés hôtes qui sont impactées.

La désinformation a pour but direct de restreindre le champ d'action des opérations de paix sur le plan symbolique, politique comme sur le plan physique. Ainsi, les missions peuvent perdre l'accès au terrain par interdiction gouvernementale, ou par risque avéré. Quand des rumeurs circulent sur la collusion des missions avec des groupes armés, leur participation à du trafic d'armes ou encore à des violences contre les populations, la confiance qu'accordent ces dernières aux Casques bleus peut être réduite à néant. L'impact sur la faculté de la mission à mettre en œuvre son mandat est donc considérable. Alors que la protection des civils relève du mandat des opérations de maintien de la paix, les personnes affectées par la désinformation évitent les Casques bleus, ou dissimulent des informations par méfiance ou par peur. Pour exemple, un chercheur a rapporté le récit particulier d'un Casque bleu de la MONUSCO au sujet de l'impact de la désinformation sur le travail des missions. Patrouillant dans un hameau de l'Est du Congo, le contingent de l'ONU avait rencontré des villageoises et des villageois dans un état de tension voire de terreur face à leur présence. La localité avait été ciblée par une campagne de désinformation/mésinformation, et les habitantes et habitants croyaient que la Mission agissait en complicité avec des groupes armés¹²⁹. La confiance des populations, cruciale à l'engagement des missions sur le terrain, est donc sapée par les désordres informationnels. En plus de complexifier le rapport avec les locaux, cette peur peut rendre le terrain hostile aux missions.

La méfiance de la population et l'hostilité des groupes armés impactent fortement la liberté de mouvement des opérations. Dans un contexte de consentement dégradé de l'État hôte, cette capacité d'accéder au terrain de manière sécurisée est déjà restreinte – elle l'est d'autant plus que la population se montre défiante. Alors que le gouvernement hôte peut restreindre l'accès à une partie du terrain aux OP, les différentes zones d'action des missions peuvent aussi être rendues hors d'accès de par un risque important d'attaques fatales sur les troupes. Un informateur interne à la MINUSMA avait souligné, dans les périodes les plus tendues, que l'engagement avec les populations civiles s'était restreint à un rayon de 10 km autour de la base, faute de moyens de protection suffisamment conséquents. En plus d'impacter la sécurité personnelle du personnel des missions, la dangerosité et l'hostilité du terrain, les rumeurs persistantes, impactent considérablement leur santé mentale. Lorsque le mandat ne peut être rempli et/ou que les troupes de l'ONU sont attaquées en raison de l'hostilité générée par de la désinformation, les Casques bleus peuvent être sujets à d'importantes souffrances psychiques.

¹²⁸ Nations Unies Maintien de la paix, « [La MINUSCA dénonce une campagne de désinformation contre certains de ses contingents](#) », ONU, le 20 juin 2022, consulté le 30 novembre 2023.

¹²⁹ Entretien avec un chercheur anonyme, ayant travaillé sur la MONUSCO.

Encadré 4 – MONUSCO : Quand la désinformation met la vie des Casques bleus en danger

Bien qu'il soit difficile d'établir un lien précis entre des attaques menées contre des Casques bleus et des énoncés spécifiques de désinformation, force est de constater que les attaques fatales contre les missions de l'ONU se déroulent souvent dans un contexte de troubles de l'information. Les émeutes qui ciblent la MONUSCO en sont un exemple saillant. Ces violences à l'encontre des troupes onusiennes ont ceci de particulier qu'elles sont commises par des populations civiles hostiles – celles-là mêmes que les missions ont pour mandat de protéger.

Entre le 25 et le 27 juillet 2022, plusieurs manifestations anti-MONUSCO à Goma et Butembo dégénèrent en émeutes. Depuis la veille, plusieurs mobilisations de ce type s'étaient déroulées dans l'est du pays. Le bilan est lourd : 36 morts, parmi lesquels quatre Casques bleus. Les différentes bases de la MONUSCO sont pillées. À la source de ces troubles, une rumeur de collusion entre les Casques bleus et des groupes armés, dans un contexte de lassitude de la population quant à la violence persistante dans les provinces de l'Est malgré la présence de la Mission.

En septembre 2023, c'est une secte messianique qui appelle à manifester contre la MONUSCO, les ONG internationales et la Force régionale de la Communauté des États d'Afrique de l'Est. Les cadres de la secte ont déclaré connaître les domiciles du personnel de la MONUSCO et annoncé qu'ils les pilleraient. Des émeutes ont lieu à la suite de cet appel, font 43 décès, dont un membre de la police congolaise. Le groupe religieux avait déclaré avoir subi des arrestations, et a donc utilisé l'information (vraie ou fausse) à des fins de nuisance contre la Mission.

Depuis plusieurs années, la MONUSCO connaît une recrudescence de manifestations violentes la ciblant, liées à une forte frustration des populations civiles quant à leurs attentes de sécurité. Les violences dans l'est de la RDC s'accroissent malgré la présence de la Mission. Dans ce contexte, des publications appelant à la violence contre les Casques bleus ont circulé sur les réseaux sociaux. Dans un entretien avec Bintou Keita, cheffe de la mission, celle-ci met en exergue la mauvaise information des populations au sujet des capacités et du mandat de la mission ainsi que leur vulnérabilité à la désinformation et à la mésinformation¹³⁰.

Enfin, les infox diffusées dans les médias locaux au sujet des missions impactent négativement leur perception par les populations et les responsables politiques, civils comme militaires. Par-là, elles sapent le soutien aux mandats des opérations de paix. En effet, l'approbation de la mission par l'État hôte peut être aisément dégradée par des énoncés soulignant leur manque d'utilité, leur coût ou encore leur prétendue complicité avec des groupes armés. Il est à noter cependant que le seul scepticisme envers les missions n'est pas toujours lié à la désinformation : ce dernier peut tout à fait émaner du débat citoyen sur les questions sécuritaires¹³¹. Quoi qu'il en soit, le mécontentement de la population est facilement repris par des groupes armés, des gouvernements, et autres éléments perturbateurs aux processus de paix pour dégrader l'opinion publique sur la mission via des infox. Cela a été le cas du gouvernement malien, qui a diffusé une désinformation faisant écho à un sentiment négatif préexistant. Elle s'est aggravée et massifiée dès l'arrivée de Wagner et du ciblage du Mali par des opérations de *trolling*. La dégradation du consentement de l'État hôte a donc été envenimée par les désordres informationnels et culmine en mai 2023, avec la demande de retrait rapide de la mission par Bamako au Conseil de sécurité. On constate, à travers ce cas emblématique, que la perception négative des opérations de paix a un impact direct sur le consentement de l'État hôte et donc sur l'existence même de la mission. Au-delà de ces considérations, c'est la réalité matérielle, le quotidien du travail dans les missions de maintien de la paix qui sont dégradées.

¹³⁰ Voice of America, « [DRC Reports 36 Anti-UN Deaths](#) », 2 août 2022, consulté le 30 novembre 2023. BBC, « [Manifestations violentes contre la MONUSCO à Goma : Ce qu'il faut savoir](#) », 1^{er} septembre 2023, consulté le 30 novembre 2023. ReliefWeb, « [Entretien - Combattre les fausses informations pour la paix et la sécurité en RDC](#) », 3 octobre 2023, consulté le 30 novembre 2023.

¹³¹ TULL Denis et DUCKERS Chantal, *op. cit.*

3.2 Conséquences sur les sociétés : Les populations civiles rendues vulnérables

Au-delà des missions de l'ONU, les désordres informationnels impactent aussi les sociétés des États hôtes, dans l'immédiat comme sur le long terme. Comme constaté lors de l'infodémie autour du COVID-19, les désordres informationnels se diffusent rapidement dans les cercles sociaux, en ligne ou hors ligne. Les énoncés fallacieux sur le terrain des opérations de paix ont trois conséquences principales : la mise en danger directe des populations civiles, la perte de confiance aux institutions locales, y compris les missions de l'ONU et la vulnérabilité des sociétés à d'autres vagues de désinformation.

Dans les conflits armés et/ou les crises humanitaires, la désinformation affecte particulièrement la population civile en la privant d'informations cruciales et en l'exposant à des discours de haine. D'une part, être au fait des différents services d'aide, de l'existence de corridors d'évacuation ou de zones sécurisées, est crucial à sa survie. Par ailleurs, les vides informationnels tendent à pousser les personnes vers les premières données disponibles, sans qu'il existe un quelconque moyen de vérification. Elles peuvent ainsi manquer des distributions de produits de première nécessité, passer par des zones de combat ou s'abriter dans des lieux dangereux. Les troubles informationnels peuvent donc être fatals, qu'ils privent les populations civiles d'information inhérente à leur survie, ou qu'ils les exposent à des violences intercommunautaires.

En effet, le discours de haine se nourrit des divisions sociétales et se traduit parfois par des violences intercommunautaires hors ligne. Via des groupes Facebook ou des messageries instantanées, des appels à la violence peuvent être rapidement disséminés, mettant en danger des franges entières de la population. Par ailleurs, les plateformes internet poussent à la radicalisation des propos violents par les effets de chambre d'écho et par l'anonymat qu'ils permettent. Ces discours entraînent des conséquences désastreuses hors ligne, avec des attaques contre les groupes ciblés. Sur les trois opérations de paix en Afrique subsaharienne francophone, toutes sont caractérisées par des discours de haine se reposant sur des dissensions sociales marquées. À la base des attaques intercommunautaires se trouvent souvent des énoncés déshumanisants, accusant faussement les membres d'un groupe d'actes violents, de vols, ou encore de rapt d'enfants¹³².

Sur le terrain de la MINUSCA par exemple, les divisions religieuses sont source de désinformation et de discours de haine. À la suite de l'attaque meurtrière de l'église de Notre-Dame de Fatima à Bangui le 1^{er} mai 2018, des discours de haine ont circulé contre les populations musulmanes centrafricaines. La MINUSCA s'est aussi inquiétée de la diffusion de ces discours, tant sur des blogs et les réseaux sociaux que dans le monde physique, sur les ondes radiophoniques, dans la presse ou dans les débats parlementaires¹³³.

En plus de ceci, le discours de haine y est aussi véhiculé par des spécialistes de la désinformation – des *trolls*, comme le montre le rapport du *Stanford Internet Institute* – une dynamique qui peut être

¹³² BALEPE Dany, « [Afrique centrale : quelle stratégie contre les discours de la haine ?](#) », MINUSCA, consulté le 31 août 2023 ; OKALA Jean-Tobie, « [Ituri : des habitants de Mahagi prévenus des méfaits de la désinformation et des discours de haine](#) », MONUSCO, consulté le 31 août 2023 ; NGOMA Fiston, « [Uvira : une cinquantaine de jeunes sensibilisés aux discours de haine](#) », MONUSCO, consulté le 31 août 2023 ; ZIGBIA-TAYORO Ascaïn, « [Kinshasa : des jeunes formés à la production de contenu s'engagent à lutter contre la désinformation](#) », MONUSCO, consulté le 31 août 2023 ; Nations unies Maintien de la paix, « [Beni : la MONUSCO forme de jeunes ambassadeurs à la lutte contre la désinformation](#) », Nations unies, 12 mai 2023, consulté le 31 août 2023. MINUSMA, « [A Tombouctou, la 3eme édition du Festival du Vivre Ensemble renforce les relations entre les communautés](#) », MINUSMA, consulté le 31 août 2023.

¹³³ MINUSCA, p. 20.

également constatée au Mali¹³⁴. Au sein de la MINUSMA, le rapport du Secrétaire général des Nations unies du 30 mars 2023 fait état de discours alarmants sur les réseaux sociaux, y compris des discours de haine¹³⁵.

Au Congo, des attaques et du vandalisme ciblant des rwandophones de RDC avaient été commis dans le Nord-Kivu, à la suite de messages incitant à la haine. Ces derniers prétendaient que des armes étaient cachées dans des églises de villages rwandophones et que des enfants y étaient aussi enlevés. Dans des sociétés divisées par la guerre, les discours de haine et les accusations sans fondement nourrissent la polarisation de la société, pérennisent des divisions existantes et engendrent des violences intercommunautaires très graves. En effet, dans 97 % des cas étudiés, le discours de haine a précédé des campagnes de violence génocidaire. L'ONU a tenté de répondre à ces phénomènes dangereux par des campagnes de prévention auprès des groupes concernés – notamment les jeunes¹³⁶, les journalistes¹³⁷ et les propriétaires de blogs¹³⁸.

Sur le plan politique et le paysage informationnel, la désinformation génère une attitude de méfiance excessive, et sape la confiance des citoyens et citoyennes dans les médias publics et les institutions nationales comme internationales. Comme démontré plus haut, le manque de liberté de presse pousse les internautes vers des sources qui apparaissent comme étant plus libres et plus critiques (groupes WhatsApp, blogs), mais parmi lesquelles se cachent de nombreux acteurs de la désinformation. De plus, comme remarqués lors de la pandémie de COVID-19, ces derniers ne diffusent pas seulement des infox mais accusent aussi l'ensemble des médias de dissimulation et attisent la suspicion sur le travail journalistique¹³⁹. La méfiance installée, les personnes ne feront plus confiance à des instances formées de manière rigoureuse à la vérification des faits et à la rigueur informationnelle.

En sus, les réseaux sociaux tendent à conforter les croyances plus que les remettre en cause : les mêmes contenus fallacieux seront proposés aux internautes par un système d'algorithmes favorisant une circulation longue sur les plateformes. Pour certains, Twitter ou Facebook remplissent le rôle d'informateurs « *alternatifs* ». Les utilisatrices et utilisateurs risquent donc l'enlèvement dans la désinformation. Dès lors, toute information de source officielle devient suspecte : les organes étatiques et supraétatiques comme l'ONU, les médias publics seront perçus comme mensongers, dissimulateurs et peu fiables. Dans le contexte des opérations de paix, cette situation impacte non seulement le mandat des missions, mais elle dégrade aussi le rapport des personnes avec les instances gouvernementales nationales comme internationales. Étant donné qu'un contrôle démocratique fonctionnel et des médias fiables sont des éléments clés à la stabilisation d'un État en période post-conflit, les perceptions faussées à l'égard des médias et des institutions peuvent retarder ce processus¹⁴⁰. Il pourra ainsi être ardu d'établir une société démocratique au lendemain du départ des OP dans un contexte de défiance, voire de polarisation d'une société affectée par les désordres informationnels.

¹³⁴ Stanford Internet Institute et Graphika, *op. cit.*

¹³⁵ Organisation des Nations unies, [Situation au Mali. Rapport du Secrétaire Général](#), rapport, 30 mars 2023.

¹³⁶ NGOMA Fiston, « [Uvira : une cinquantaine de jeunes sensibilisés aux discours de haine](#) », MONUSCO, 17 juin 2022, consulté le 31 août 2023.

¹³⁷ BALEPE Dany, « [Afrique centrale : quelle stratégie contre les discours de la haine ?](#) », MINUSMA, 5 novembre 2021, consulté le 31 août 2023.

¹³⁸ MINUSMA, « [Festi-blogueurs à Mopti : un évènement inédit pour lutter contre la désinformation](#) », MINUSMA, 31 mai 2023, consulté le 31 août 2023.

¹³⁹ PORZIA Stella, « [Les caractéristiques du discours complotiste](#) », BePax, 26 décembre 2016, consulté le 31 août 2023.

¹⁴⁰ *Ibidem*.

4 Solutions : Soutenir, former et inclure les acteurs locaux contre la désinformation

Comme souligné dans ce rapport, la désinformation affecte tous les niveaux de la société. Sur le terrain des opérations de paix, les désordres informationnels ont des impacts graves, tant sur les missions que dans les sociétés des États hôtes. L'action contre ce phénomène ne saurait donc être strictement réactive – elle doit être préemptive, pluridimensionnelle, inclusive et adaptative.

L'action contre la désinformation doit avoir pour but de rendre les sociétés résilientes contre ce phénomène. Les désordres informationnels affectant tous les canaux de l'information – du bouche-à-oreille aux plateformes dématérialisées du web. Par conséquent, la lutte contre ce phénomène devra être faite via tous les canaux de communication – de la conversation directe avec les populations à la présence sur les réseaux sociaux. Le partenariat avec les instances représentant toutes les strates de la société sera crucial pour éviter les vides informationnels, et mitiger la vulnérabilité de certaines populations à la désinformation. Ces actions devront prendre des formes différentes que ce soit une meilleure diffusion et adaptation de l'information, des formations, mais aussi un cadre légal renforcé pour traiter de la manipulation informationnelle. Par leur présence sur le terrain et leur expérience acquise, les missions de paix de l'ONU ont un très fort potentiel dans l'amélioration du paysage médiatique et informationnel des États hôtes – étape capitale dans la réduction des désordres informationnels. Pour ce faire, la communication stratégique est cruciale et fait partie de la solution, mais ne saurait être la seule solution envisagée.

Cette section sera dédiée en premier lieu à établir la liste des solutions existantes au sein du DOP et des missions, puis, en deuxième et troisième lieux, de souligner les solutions à adopter ou soutenir si elles existent déjà.

4.1 De l'information publique à la communication stratégique : les diverses adaptations des Nations unies à la désinformation

Afin de répondre à la désinformation dans le cadre des opérations de paix, l'ONU a déployé un certain nombre d'outils, que ce soit au DOP ou au sein des missions.

Un des fleurons onusiens de la lutte contre la désinformation est sans conteste les radios des missions, dont la couverture est diverse, qualitative et large. Radio Okapi (RDC), Radio Mikado (Mali) et Guira FM (RCA) diffusent toutes les trois sur l'entièreté du territoire, en français et en langues locales. Comme expliqué auparavant, elles sont aussi fortement estimées par le public local, qui les trouve fiables et qualitatives, bien que leur impartialité soit parfois questionnée. En effet, leur lien renforcé avec l'ONU fait qu'une partie du public les considère comme des voix onusiennes et non comme des sources d'information neutres et objectives¹⁴¹. Par ailleurs, Radio Okapi donne une opportunité de formation des jeunes journalistes, à travers une formation continue et des stages¹⁴², bénéficiant par la suite de la popularité de Radio Okapi et du bagage apporté par ces expériences dans la suite de leur vie professionnelle¹⁴³.

¹⁴¹ Wasserman & Madrid Morales 64, Free Press 167

¹⁴² RENARD Yves, « Des médias entre prolifération anarchique, impunité et pauvreté : le défi de la reconstruction du champ médiatique en RDC », *Afrique contemporaine*, vol.227, 2008/3, p. 147 ; FRÈRE Marie-Soleil, (Dir.), *Afrique Centrale – Médias et conflits: vecteurs de guerre ou acteurs de paix*, Éditions Complexe, 2005.

¹⁴³ KOFFI-KRA Armande-Désirée, *loc. cit.*, p. 8.

Au sein des trois missions, des efforts d'engagement ponctuel avec la société civile au sujet de la désinformation ont été effectués. En RDC, la MONUSCO a contribué à la formation contre la désinformation à travers des ateliers à destination des populations civiles¹⁴⁴, de gestionnaires de groupes *WhatsApp*, de la jeunesse congolaise¹⁴⁵, de militants et militantes des différents partis politiques ou encore des journalistes¹⁴⁶. La mission a récemment lancé une page dédiée à la désinformation sur son site internet, intitulée « *Stop à la désinformation* »¹⁴⁷. Cette page revient sur ce qu'est la désinformation, comment elle se propage et quel est son impact, mais donne aussi neuf astuces pour contrer la désinformation et « *distinguer le vrai du faux* » et propose de courtes vidéos explicatives sur différents aspects de la désinformation. À Mopti au Mali, c'est un festival à destination des propriétaires de blogs qui a été organisé par la MINUSMA¹⁴⁸. Ce travail de sensibilisation est également effectué auprès des productrices et producteurs de contenu en ligne, des artistes et de la population centrafricaine par la MINUSCA¹⁴⁹. Par ailleurs, Guira FM marquait en septembre 2022 la 8^e année de sa campagne contre la désinformation¹⁵⁰. Le but de ces opérations est d'améliorer la résilience de la société des États hôtes à la désinformation, en faisant d'eux des partenaires de la paix.

L'ONU a aussi encouragé des dialogues intercommunautaires au sein des pays hôtes des missions afin de prévenir les discours de haine. La MINUSMA a ainsi organisé en 2019 le Festival du Vivre ensemble, au programme duquel l'art, la musique, les conférences et les échanges avaient pour but d'émuler les rencontres et le dialogue¹⁵¹. Afin d'inscrire le dialogue dans la vie quotidienne, la MINUSMA a aussi contribué à un projet de gestion de la transhumance, en partenariat avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Ceci avait pour but de prévenir les conflits entre les communautés d'éleveurs et d'agriculteurs, favorisant ainsi la cohésion sociale et une coexistence pacifique¹⁵². En RCA, Valentine Rugwabiza, la chef de la MINUSCA, s'est prononcée plusieurs fois sur l'importance de combattre le discours de haine, se saisissant des réseaux sociaux. En dialoguant là où leur prolifération est accélérée, le but a été d'atteindre les jeunes, et producteurs et productrices de contenu en ligne¹⁵³. Bangui a par ailleurs accueilli un forum régional sur la prévention des conflits liés aux discours de haine en 2022, partenariat avec le bureau régional des Nations unies pour l'Afrique

¹⁴⁴ OKALA Jean-Tobie, « [Ituri : des habitants de Mahagi prévenus des méfaits de la désinformation et des discours de haine](#) », MONUSCO, 7 novembre 2022, consulté le 31 août 2023.

¹⁴⁵ ZIGBIA-TAYORO Ascaïn, « [Kinshasa : des jeunes formés à la production de contenu s'engagent à lutter contre la désinformation](#) », MONUSCO, 7 juillet 2023, consulté le 31 août 2023; Nations unies Maintien de la paix, « [Beni : la MONUSCO forme de jeunes ambassadeurs à la lutte contre la désinformation](#) », Nations unies, 12 mai 2023, consulté le 31 août 2023.

¹⁴⁶ OKALA, Jean-Tobie, « [Beni : la MONUSCO encourage les médias à lutter contre la désinformation](#) », MONUSCO, 8 février 2023, consulté le 31 août 2023.

¹⁴⁷ MONUSCO, « [Stop à la désinformation](#) », consulté le 20 octobre 2023.

¹⁴⁸ MINUSMA, « [Festi-blogueurs à Mopti : un évènement inédit pour lutter contre la désinformation](#) », 31 mai 2023, consulté le 31 août 2023.

¹⁴⁹ TAKOLO Emmanuel, « [Des leaders jeunes et blogueurs sensibilisés sur les méfaits de la désinformation](#) », MINUSCA, 11 septembre 2022, consulté le 31 août 2023.

¹⁵⁰ DEMBASSA-KETTE Emmanuel Crispin, « [Guira FM marque ses huit ans par une campagne contre la désinformation](#) », MINUSCA, 20 septembre 2022, consulté le 31 août 2023.

¹⁵¹ MINUSMA, « [A Tombouctou, la 3eme édition du Festival du Vivre Ensemble renforce les relations entre les communautés](#) », 15 février 2019, consulté le 31 août 2023.

¹⁵² MINUSMA, « [Comment un projet de gestion de la transhumance contribue à la paix et la cohésion sociale au Mali](#) », 12 mai 2023, consulté le 31 août 2023; MINUSMA, « [Un nouveau projet MINUSMA avec la FAO pour atténuer les conflits entre éleveurs et agriculteurs](#) », 21 septembre 2015, consulté le 31 août 2023.

¹⁵³ NASANGWE Cynthia, « [MINUSCA parle du combat contre les discours de la haine et la désinformation pour la paix en RCA](#) », MINUSCA, 27 septembre 2022, consulté le 31 août 2023.

centrale¹⁵⁴. Quant à la MONUSCO, fortement affectée par les tensions intercommunautaires, c'est de nouveau par la sensibilisation des populations qu'elle combat le problème. Des rencontres et des ateliers mobiles ont été mis en place par la mission pour permettre aux civils de reconnaître et de prévenir le discours de haine, dans le monde physique et virtuel¹⁵⁵. Bintou Keita, chef de la MONUSCO, a par ailleurs appelé à poursuivre en justice les auteurs de propos discriminants, déshumanisants et d'incitations à l'hostilité¹⁵⁶. Des solutions multidimensionnelles sont donc déjà mises en place au sein des missions.

Dès 2016, le DOP a développé une stratégie de communication et d'information publique en soutien aux opérations de paix. Un staff permanent de COMSTRAT de dix personnes y a été engagé. Leur travail consiste à informer de manière adaptée sur la mission et de lutter activement contre les rumeurs¹⁵⁷. Lui incombe les tâches suivantes : conseiller et guider les missions sur l'information, soutenir les opérations de paix en élaborant des campagnes d'information, et gérer les médias sociaux des missions. Par ailleurs, la communication stratégique et l'engagement avec les populations au sein des missions est un point de focale dans la réforme du maintien de la paix impulsée par le Secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres intitulée *Action pour le maintien de la Paix (A4P)* de 2014. Elle fait partie des sept priorités définies dans le plan de mise en œuvre A4P+ de 2021¹⁵⁸.

Alors que le DOP a adopté un virage vers la COMSTRAT dès la décennie 2010, force est de constater qu'en 2023, la désinformation n'a diminué qu'au sein de la MINUSCA. En cause, l'accélération de la désinformation par l'avènement des réseaux sociaux, la complexification du terrain des missions, mais aussi le manque de financements et d'évaluation du travail de communication stratégique¹⁵⁹. Continuer ce travail et en explorer toutes les ramifications sera crucial pour prévenir la désinformation au sein des missions. Cependant, il s'agit aussi de reprendre la main sur des désordres informationnels d'ampleur croissante en rendant les sociétés des États hôtes plus résilientes face à la désinformation, au-delà de la mission. De ce fait, la COMSTRAT sera d'autant plus renforcée par un effort d'amélioration du paysage informationnel sur le théâtre des opérations de paix.

Pour répondre à ce problème systémique, il s'agit pour les organisations internationales, les missions de paix et leurs partenaires d'amorcer et accompagner un processus global de prévention.

4.2 Remédier à la désinformation existante

À propos de la désinformation existant sur le terrain des OP, un informateur anciennement staff de la MINUSMA soulignait le caractère structurel de ce problème. Il faudrait, selon lui, assumer automatiquement que les opérations de paix seront sujettes à des désordres informationnels. Face à ceci, les différentes institutions travaillant sur le sujet soulignent les limites et les failles d'une approche

¹⁵⁴ BALEPE Dany, « [Afrique centrale : quelle stratégie contre les discours de la haine ?](#) », MINUSCA, 5 novembre 2021, consulté le 31 août 2023.

¹⁵⁵ OKALA Jean-Tobie, « [Ituri : des habitants de Mahagi prévenus des méfaits de la désinformation et des discours de haine](#) », MONUSCO, 7 novembre 2022, consulté le 31 août 2023 ; NGOMA Fiston, « [Uvira : une cinquantaine de jeunes sensibilisés aux discours de haine](#) », MONUSCO, 17 juin 2022, consulté le 31 août 2023.

¹⁵⁶ Bureau du porte-parole et des relations avec les médias de la MONUSCO, [Bintou Keita appelle à poursuivre les auteurs de discours de haine](#), Communiqué de presse, 20 juin 2022.

¹⁵⁷ SHERMAN Jake et TRITHART Albert, *op. cit.* 3.

¹⁵⁸ Organisation des Nations unies, Action pour le maintien de la paix. Déclaration d'engagements communs concernant les opérations de maintien de la paix des Nations unies, déclaration, 2014 ; Organisation des Nations unies, « [Qu'est-ce que l'initiative Action pour le maintien de la paix Plus ?](#) », Nations unies Maintien de la Paix, consulté le 12 octobre 2023.

¹⁵⁹ *Ibid.*, p. 19-20

strictement réactive. Que faire alors sur le terrain, lorsque de nouvelles rumeurs apparaissent de manière quotidienne ? Les solutions suggérées ci-dessous, tirées de conversation avec des membres du staff des OP et de l'ONU ainsi que de différents rapports, sont loin d'être exhaustives, mais gagneraient à soutenues davantage lorsqu'elles existent déjà, ou explorées si elles ne sont pas encore mises en œuvre.

En premier lieu, effectuer une veille informationnelle exhaustive permet de comprendre la trajectoire des rumeurs et permet d'y contrer de manière efficiente. En second lieu, coopérer avec les acteurs locaux est crucial. En troisième lieu, élaborer une communication stratégique inclusive permet de toucher de manière adaptée toutes les strates de la société – y compris les plus marginalisées. Enfin, une réflexion plus large doit être effectuée sur la réception de la désinformation et l'information, en particulier sur les affects liés à ce phénomène. Par ailleurs, les désordres informationnels étant des révélateurs, une étude des groupes sociaux sujets à ces troubles pourrait mettre en lumière les lignes de fracture et la répartition du pouvoir et des privilèges dans les sociétés concernées.

Dans le cadre des missions, les veilles informationnelles sont un élément clé pour réagir au plus vite aux rumeurs¹⁶⁰. Cette activité de suivi gagne à être effectuée sur le plus de plateformes possible, et de manière participative. C'est ainsi que la Mission des Nations unies au Soudan du Sud (MINUSS) a mis en place un groupe *WhatsApp* de plus de 500 personnes, incluant des leaders d'opinion locaux et portant sur leurs perceptions de la mission¹⁶¹. Cela a plusieurs implications : il faut non seulement que les missions soient au fait des narratifs de désinformation au quotidien, mais aussi que la structure institutionnelle permette une réponse rapide et coordonnée. Au niveau du terrain, ce travail de monitoring des désordres informationnels implique l'engagement d'un personnel qualifié, tant en matière de traitement de l'information qu'en matière de maîtrise sociolinguistique. Pour ce faire, soutenir et collaborer avec les journalistes déployés dans les postes avancés et éloignés des capitales permettra d'avoir une bonne couverture territoriale¹⁶².

Le partenariat entre les missions et les journalistes locaux permet non seulement de communiquer de manière adaptée avec la population là où se trouvent des vides informationnels potentiels, mais aussi d'apprendre d'elle en matière de désinformation. En effet, ces échanges caractéristiques de la communication stratégique marquent une rupture avec une approche descendante par laquelle seules les institutions gouvernementales ou internationales parleraient aux populations civiles¹⁶³. Une autre vertu de ce monitorat au plus près du terrain est l'apprentissage mutuel du staff des organisations internationales et des journalistes locaux au sujet des désordres informationnels. Cette collaboration pourrait donc permettre de développer plus rapidement des réponses adaptées et optimales à la désinformation au sein des groupes sociaux où elle émerge.

Par ailleurs, s'il est possible de travailler avec les instances gouvernementales dans le travail de veille, celles-ci peuvent constituer des alliées de taille pour atteindre les différentes strates sociétales¹⁶⁴. Ces collaborations interinstitutionnelles entre les missions et les gouvernements permettent de s'accorder sur des régulations, élaborer des modes de réponse coordonnés, et d'échanger régulièrement sur la teneur et l'ampleur de la désinformation. Elles assurent aussi une bonne circulation des pratiques optimales et des compétences pour le volet préventif.

¹⁶⁰ TRITHART Albert, *op. cit.*; BENKLER *et al.*, *op. cit.*

¹⁶¹ BENKLER *et al.*, *op. cit.*, p. 12.

¹⁶² SANDOR Adam, *op. cit.*, p. 928.

¹⁶³ SHERMAN Jake et TRITHART Albert, *op. cit.*

¹⁶⁴ BENKLER *et al.*, *op. cit.*, p. 16

Face à des troubles informationnels, la communication stratégique doit être renforcée et soutenue. Il s'agit d'atteindre de manière adaptée la plus large tranche de population possible au sein des États hôtes – des élites aux groupes les plus marginalisés. La désinformation étant un problème systémique, chaque personne peut être aussi bien victime que responsable des désordres informationnels. Pour répondre à ceci, la COMSTRAT se veut une approche inclusive. Elle permet, lorsqu'elle est bien déployée, d'assurer d'une bonne dissémination des informations fiables. Pour qu'elle soit efficace, les acteurs de l'ONU devront obtenir le soutien de personnes relais légitimes (blogueurs, leaders religieux, corps enseignant, artistes), et adapter au mieux la communication, quitte à la simplifier au maximum. Il s'agit aussi de s'assurer la bonne diffusion des démentis et des postes de démystification sur des canaux fiables, et cibler les poches de vide informationnel à travers les rencontres en face-à-face, ou la distribution de radios, comme l'a fait la MINUSCA¹⁶⁵. Par ailleurs, former les journalistes au *fact-checking* permet à ces derniers de répondre rapidement aux énoncés fallacieux en langue locale, et ainsi ralentir la diffusion d'infox. C'est ce qu'a proposé la MINUSMA à des journalistes, des reporters et autres propriétaires de blogs¹⁶⁶.

La cheffe de la MINUSCA, Valentine Rugwabiza, souligne l'importance de répondre à la désinformation par la diffusion de faits « *précis, exacts et vérifiables* ». Cela étant acquis, il est aussi important de comprendre que les seuls faits ne suffisent pas à contrer les désordres informationnels¹⁶⁷. Comme mentionné plus haut, la désinformation se nourrit aussi d'affects. Elle génère des émotions et répond à des ressentis – positifs ou négatifs. Il semble donc crucial de prendre en compte l'aspect des affects dans la communication stratégique – ce qui correspond à l'élaboration de narratifs percutants, inhérents à la COMSTRAT¹⁶⁸. Plus encore, comprendre la cause des ressentis permet de mieux saisir les lignes de tensions au sein du groupe social dans lequel l'engrenage de la désinformation s'est amorcé. Il s'agit alors de jouer un rôle d'engagement et d'écoute des populations, lorsqu'elle est possible pour le personnel des missions.

Étudier les désordres informationnels en cours peut équiper les missions de précieux outils de compréhension. Selon le chercheur Adam Sandor, certaines rumeurs et infox résonneront plus que d'autres, car elles répondent à des perceptions, des ressentis et des vécus particuliers de situation d'incertitudes. Au sein de la MINUSMA et de la MINUSCA en particulier, la frustration vis-à-vis de la situation sécuritaire volatile et le ressenti vis-à-vis de la France – qu'il soit légitime ou non, a pu être aisément instrumentalisé par le gouvernement malien et les cybertroupes. La communication stratégique joue un rôle crucial pour mitiger ces effets, en particulier dans son pan d'engagement avec la population. Adopter une approche sur mesure pour informer les populations des États hôtes du mandat de la mission, de ses réussites et des défis auxquels elle fait face est un point crucial de l'approche COMSTRAT. Cela étant dit, quelle que soit l'intensité des efforts déployés dans cette direction, les infox les plus prégnantes persisteront dans le paysage médiatique. Leur résolution relève alors d'un travail de dialogue sur le long terme – y compris sur les sujets générateurs de tensions. Dans l'immédiat, accueillir les ressentiments avec empathie – sans y sympathiser, peut créer des opportunités futures, et permet de cartographier et documenter la désinformation. Cette approche peut donner de précieuses indications pour élaborer un volet préventif.

¹⁶⁵ TRITHART Albert, *op. cit.*, p. 12.

¹⁶⁶ BENKLER *et al.*, *op. cit.*, p. 12, MINUSMA, « Bâtir la paix à travers la lutte contre la désinformation », consulté le 31 août 2023 ; MINUSMA, « [Festi-blogueurs à Mopti : un évènement inédit pour lutter contre la désinformation](#) », 31 mai 2023, consulté le 31 août 2023.

¹⁶⁷ SANDOR Adam, *op. cit.*, p. 915

¹⁶⁸ SHERMAN Jake et TRITHART Albert, *op. cit.*, p. 10.

4.3 Prévenir la désinformation

Un des points clés pour lutter contre la désinformation est la prévention : alors qu'il est aisé d'inonder un paysage médiatique d'infox – d'autant plus à travers les réseaux sociaux, il est beaucoup plus difficile de les infirmer de manière rapide et efficace. En effet, la déconstruction des propos fallacieux est couteuse en temps et en énergie. Le *fact-checking* est donc désavantagé face à la désinformation dont la rapidité et le volume de diffusion ne cessent de croître – un phénomène aussi connu sous l'aphorisme de « *loi de Brandolini* ». Face à ceci, un travail de prévention transversal au sein des paysages médiatiques et des sociétés peut être entrepris. Il peut se baser sur des structures existantes : médias, corps de métiers, plateformes de réseaux sociaux et missions. Au-delà de la notion de COMSTRAT, il s'agit en fin de compte de rendre les populations locales moins perméables à la désinformation et aux discours de haine.

4.3.1 Rendre la presse plus apte à contrer la désinformation

Au sein des médias existants, le travail avec les radios de l'ONU doit être soutenu, surtout dans le contexte du départ des opérations de paix au Congo et au Mali. Ces médias sont considérés par les populations locales comme étant particulièrement fiables. Par ailleurs, *Radio Okapi* est devenue au fil du temps une vraie école de journalisme : une grande partie des professionnelles et professionnels de l'information congolaise a transité par un poste au sein de la radio onusienne. Au-delà de la mission : le soutien de la formation et le renforcement du paysage informationnel local est un moyen efficace de lutter contre la désinformation en amont de sa survenue, et permet aux sociétés des États hôtes de résister face aux futurs troubles informationnels.

Le soutien au paysage médiatique local peut s'effectuer de plusieurs façons : par la formation, mais aussi par l'établissement d'infrastructures journalistiques pérennes. En premier lieu, la formation continue et le développement de capacités locales, notamment en matière vérification des faits sont des mesures aisément mises en place pour lutter contre la désinformation. Concrètement, des formations en présentiel, ou en distanciel en partenariat avec des écoles de journalisme réputées pourraient être encouragées et prises en charge par l'ONU et/ou d'autres bailleurs de fonds. Par exemple, l'École supérieure de journalisme de Lille et l'Agence universitaire francophone proposent des formations brèves aux métiers de la presse, notamment focalisées en particulier sur l'Afrique subsaharienne¹⁶⁹. La rapidité d'action des journalistes, des gestionnaires de médias communautaires, en langues locales et leur diffusion dans des zones peu desservies permet d'établir ou rétablir les faits auprès d'un public très large. Par ailleurs, les partenaires locaux, de par leurs capacités sociolinguistiques, peuvent bénéficier d'une plus grande légitimité que des institutions tierces. Ensuite, la précarisation des métiers de l'information pousse certains journalistes à taire des informations importantes, ou à promouvoir l'activité de certains acteurs politiques contre rémunération. Il est donc crucial de soutenir et revaloriser, à travers des collaborations avec des organisations telles que la Fondation Hirondelle, les infrastructures médiatiques des États hôtes d'opérations de paix pour assurer la qualité et l'objectivité de l'information produite, surtout en temps de conflits armés.

4.3.2 Responsabiliser les réseaux sociaux dans la lutte contre la désinformation

Dans un second temps, la prévention passe par un travail avec les plateformes de réseaux sociaux, afin que la direction de ces dernières prenne la pleine mesure de l'ampleur de la désinformation qui y est

¹⁶⁹ Formations à distance, « [Filière Journalisme multimédia \(Bac+3\)](#) », École supérieure de journalisme de Lille, consulté le 22 septembre 2023.

véhiculée et y réponde. Par le passé, une telle collaboration a pu être possible. C'est par exemple le cas de l'initiative *Verified*, développée par l'ONU et l'agence *Purpose* à destination des plateformes médiatiques pour assurer la diffusion d'une information fiable sur la pandémie de COVID-19¹⁷⁰. Cette campagne a permis de mitiger les effets de l'infodémie, en promouvant la diffusion de contenus fiables et vérifiés.

Toutefois, les entreprises telles que Meta ont fait preuve de peu de volonté de combattre la désinformation et les discours de haine hors du contexte de la pandémie. Pis encore, elles ont profité financièrement de campagnes de désinformation financées¹⁷¹. Il faudra, pour les institutions internationales que sont l'ONU mais aussi ses partenaires régionaux tels que l'Union africaine, établir des leviers de pression sur les plateformes que sont Facebook, WhatsApp, Twitter (à présent X), TikTok ou encore Instagram afin que ces dernières engagent une modération locale et prennent des mesures tangibles contre la désinformation.

4.3.3 *Rendre les missions et le DOP résilients face à la désinformation*

Les opérations de maintien de la paix ont été particulièrement impactées par la désinformation. Non seulement elles ont été affectées dans leur faculté à remplir leur mandat, leur personnel a aussi été lésé physiquement et psychologiquement par la désinformation, qui a notamment causé des attaques sur des Casques bleus, et plus largement généré un environnement fortement hostile aux missions. La désinformation doit donc être prise comme un phénomène inhérent aux opérations, et chaque membre du personnel doit être le sujet de formations et de politiques de préventions en interne.

Construire et pérenniser une communauté de spécialistes de la désinformation au sein du DOP et plus généralement de l'ONU s'avère donc crucial. Un réseau d'expertise avait été construit pour lutter contre les troubles informationnels pendant la pandémie de COVID-19, selon des sources internes aux Nations unies. Cependant, une importante partie de ce staff n'avait été engagé que pour le temps de la crise. Le savoir engrangé gagnerait à être valorisé dans le temps et mis à disposition sur d'autres portfolios tels que les conflits armés. Un personnel permanent sur les questions de désinformation permettra de renforcer l'action des missions en créant des réponses, voire des formations, et de proposer des mesures tangibles à adopter par différents acteurs en matière de prévention : gouvernements, réseaux sociaux, communautés locales, professionnelles et professionnels de l'information¹⁷², etc.

Alors que les discours de désinformation, de par leur caractère émotionnel, se diffusent rapidement, la réaction institutionnelle peut être retardée par la taille et le poids de la bureaucratie onusienne. Albert Trithart et Jake Sherman soulignent donc l'utilité d'une plateforme d'échanges rapides entre le DOP et les missions, pour faciliter une réponse rapide et adéquatement soutenue. Celle-ci permettrait une meilleure information de tous les membres du personnel des OMP. Sur le terrain, des postes dédiés à la lutte contre la désinformation au sein des missions assureront un relai d'information rapide avec le DOP, permettant des réponses promptes et agiles aux troubles informationnels à venir.

Par ailleurs, Trithart et Sherman ont relevé l'importance pour les OMP d'assurer une documentation et un suivi des troubles informationnels. De ce travail doivent découler deux éléments : une évaluation régulière des mesures de COMSTRAT en place, et une mise à jour la stratégie de communication afin que les institutions onusiennes puissent prévenir et répondre quotidiennement à un volume

¹⁷⁰ BENKLER *et al.*, *op. cit.*, p. 11; SHERMAN Jake et TRITHART Albert, *op. cit.*

¹⁷¹ BRADSHAW Samantha *et al.*, *op. cit.*, p. 17

¹⁷² TRITHART Albert, *op. cit.*, p. 7.

grandissant d'infox. Cela permettrait d'établir au sein de l'institution internationale une mémoire de la désinformation, ainsi que des mécanismes d'apprentissage pour y pallier¹⁷³.

4.3.4 Améliorer le dialogue, la collaboration et la transparence auprès de la population

Afin de prévenir la désinformation au sujet des opérations de paix, une communication stratégique en amont sur la nature et les limites du mandat est cruciale. Comme mentionné plus haut, un catalyseur de désinformation est la mauvaise compréhension de la mission par la société civile. Cette mécompréhension peut mener à une certaine frustration face à une situation sécuritaire dégradée – sentiment négatif aisément exploité par des *cybertroupes*. Il s'agit donc, au sein de la COMSTRAT, d'expliquer de manière adaptée, les tenants et les aboutissants de la mission, à un public très large et diversifié – ce qui constitue toute la difficulté de l'exercice.

Pour faciliter cette tâche, enquêter et cartographier les vides informationnels permettra de mettre en évidence les groupes sociaux et les zones géographiques les plus isolées en matière d'accès à l'information. Après cette première étape, il faudra assurer une présence physique là où elle est possible, ou une présence médiatique stable – notamment via la distribution de technologies d'informations, comme l'a fait la MINUSCA en fournissant des radios solaires¹⁷⁴. Une information accessible sur la mission dans les langues locales, diffusée de manière adaptée aux groupes marginalisés, peut faire une grande différence, dans la mesure où la marginalisation est un frein à l'accès à une information fiable¹⁷⁵.

Dès lors, il faudra dialoguer avec la population et mettre en œuvre avec elle une réponse inclusive et multidimensionnelle aux troubles informationnels. D'autres crises ont, par le passé, démontré le potentiel d'une approche collaborative dans la réduction de la désinformation. C'est notamment le cas de la gestion du VIH au Sénégal, lors de laquelle la collaboration entre des leaders religieux et traditionnels (marabouts, imams et prêtres) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a contribué à contrer les rumeurs, diffuser des messages de prévention fiables et de bonnes pratiques pour prévenir les infections sur le long terme¹⁷⁶. En partie grâce à cette dynamique collective et inclusive, le Sénégal est toujours, en 2023, un cas exemplaire de prévention efficace des infections au VIH.

Promouvoir le dialogue implique par ailleurs d'encourager la résolution des conflits intercommunautaires, vecteurs de discours de haine. Diminuer la prise du discours de haine permet donc aussi de rendre les communautés moins perméables à la désinformation, car elles se nourrissent toutes deux mutuellement d'énoncés faux et déshumanisants.

Étant donné le but de la COMSTRAT d'émuler une culture de transparence¹⁷⁷, communiquer de manière claire sur le mandat des missions implique aussi de communiquer sur leurs limites et leurs manquements. Une mauvaise compréhension du travail des opérations n'est jamais anodine, car elle a le potentiel d'être instrumentalisée par des acteurs de la désinformation. Par ailleurs, si les violations des droits de la personne et du droit humanitaire par des éléments des contingents de Casques bleus sont rares, elles impactent réellement la confiance des populations vis-à-vis des missions¹⁷⁸. De ce fait,

¹⁷³ SHERMAN Jake et TRITHART Albert, *op. cit.*

¹⁷⁴ « [50,000 radios distributed to help prevent COVID rumors in C.A.R.](#) », *Africa Times*, 7 mai 2020, consulté le 20 octobre 2023.

¹⁷⁵ BENKLER *et al.*, *op. cit.*, p. 15.

¹⁷⁶ MEDA Nicolas, NDOYE Ibra *et al.*, « Low and stable HIV infection rates in Senegal: natural course of the epidemic or evidence for success of prevention? » dans *AIDS*, vol.13, n.11, 1999.

¹⁷⁷ TRITHART Albert, *op. cit.*

¹⁷⁸ TRITHART Albert, *op. cit.*, p. 5.; SHERMAN Jake et TRITHART Albert, *op. cit.*

ces événements sont aisément manipulés à des fins de désinformation. Il faudra donc se montrer transparent et exemplaire quant au traitement des coupables, et maintenir un dialogue continu et adapté aux populations, y compris sur les sujets délicats et fâcheux, sans quoi des éléments malintentionnés s'en saisiront sans hésitation¹⁷⁹.

Conclusion

Dans les trois opérations de maintien de la paix étudiées dans ce rapport, les troubles informationnels ont été un élément particulièrement saillant. Ce rapport rejoint les conclusions faites par Sherman et Trithart : face à ce problème systémique, la communication stratégique et la gestion des troubles de l'information gagnent à être au centre de la gestion des OP¹⁸⁰. Que ce soit dans le suivi comme dans la prévention, la lutte contre la désinformation permet aux missions de créer des conditions favorables à la mise en œuvre de leur mandat. Elle est donc une composante centrale du maintien de la paix.

Une communication adaptée et inclusive, combinée à des mécanismes de dialogue avec les différents acteurs de la société civile sur le terrain permet de prévenir la circulation d'infox au sujet des activités de maintien de la paix. Si la responsabilisation des plateformes de réseaux sociaux et l'amélioration des mécanismes d'information et de réaction aux troubles informationnels au sein de l'ONU permettent de prévenir la diffusion rapide de rumeurs en ligne, elle ne saurait suffire sans une réelle dynamique de partenariat et de prévention. De fait, la désinformation ne saurait être considérée uniquement dans sa composante cyber, surtout sur le continent africain, sur lequel l'accès exponentiel à internet reste inégal. Sur des territoires aussi larges et variés que le RDC, la RCA ou le Mali, l'action conjointe avec des acteurs de l'information sur le plan local (radios, presse, journalistes, gestionnaires de radios communautaires, ONG), les pouvoir locaux (politiques, religieux, symboliques) est cruciale. Elle permet de mitiger les effets de vides informationnels en atteignant un maximum de personnes. En définitive, ces actions n'auront pas pour seul effet de faciliter la réalisation du mandat, mais aussi d'améliorer le paysage médiatique et rendre la population des États hôtes plus résiliente face aux vagues de désinformation futures. Le retrait de deux opérations de paix majeures sur le continent africain – la MINUSMA et la MONUSCO, pose la question de la poursuite de ce travail, notamment à travers les radios établies par les missions.

Par ailleurs, la désinformation est autant un problème grave qu'un révélateur. Les troubles de l'information peuvent donc être le symptôme d'un besoin d'information de la population civile, d'attentes frustrées, d'existence de vides informationnels importants ou plus généralement, de la répartition effective des ressources et du pouvoir au sein de l'État hôte. Travailler à leur remédiation permet une meilleure compréhension du terrain par les missions, qui pourront alors développer des mécanismes d'apprentissage et d'adaptation.

Il serait naïf d'estimer que les troubles informationnels sont l'apanage des situations de conflits armés, ou encore que les mécanismes qui favorisent la désinformation au sein des OMP sont inhérents à l'Afrique¹⁸¹. Lors de l'élection du président Donald Trump aux États-Unis, la désinformation avait été particulièrement prégnante, que ce soit sur les réseaux sociaux, ou à travers des chaînes telles que *Fox News*¹⁸². Les élections françaises de 2017 ont été le sujet de nombreux postes d'infox sur Twitter et

¹⁷⁹ TRITHART Albert, *op. cit.*, p. 14.

¹⁸⁰ SHERMAN Jake et TRITHART Albert, *op. cit.*

¹⁸¹ TRITHART Albert, *op. cit.*, p. 12.

¹⁸² CARLSON Matt, « Fake news as an informational moral panic: the symbolic deviancy of social media during the 2016 US presidential election », *Information, Communication & Society*, vol. 23, 2020.

Facebook – les groupes d’extrême droite les utilisant notamment pour diffuser le contenu de blogs privés plutôt que celui de médias publics¹⁸³. En outre, la pandémie de COVID-19 et sa gestion, ou encore les élections aux États-Unis ont démontré l’ampleur des troubles informationnels – principalement des dynamiques d’infodémie, dans les pays occidentaux. Les catalyseurs étaient pour le reste sensiblement similaires : incertitudes causées par une crise sanitaire, des élections, polarisation de la société civile, vides et trop-pleins informationnels, manque d’éthique journalistique, ou encore manque de régulations efficaces via les plateformes de réseaux sociaux, parmi d’autres. -Au-delà des opérations de maintien de la paix, la désinformation représente, selon l’organisation *Disinfo Radar*, une réelle menace contre la démocratie et les droits humains. Face à ceci, les missions de l’ONU ont été des cas d’études de troubles informationnels. Elles ont aussi, à présent, le pouvoir de devenir des laboratoires de lutte face à ces derniers. ■

¹⁸³ FIGEAC Julien *et. al.*, « Les téléphones mobiles, un outil de désinformation ? La circulation des informations peu fiables dans Twitter lors de la campagne présidentielle française de 2017 », *TIC & Société*, vol. 14, 2020, p. 375-403.

Les auteures

Anne Nguyen est chargée de recherche au sein du GRIP. Elle est détentrice d'un Master en Relations Internationales – sécurité, paix et conflits à l'Université libre de Bruxelles (ULB) et d'un Doctorat en sciences politiques de l'ULB. Ses domaines d'expertise sont les études de paix, les problématiques post-conflit et les questions environnementales liées à la conduite de la guerre.

Clémence Buchet-Couzy est chargée de recherche au GRIP depuis avril 2022. Elle est titulaire d'un master « Conflits et Développement » de l'Institut d'Études Politiques (IEP) de Lille et d'une double licence Histoire et Géographie de l'Université Paris I Panthéon Sorbonne.

L'Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix constitue un cadre de discussion entre experts et personnalités francophones issus de pays contributeurs de personnel. Il s'inscrit en cela dans un objectif de renforcement du dialogue triangulaire entre les États engagés dans le maintien de la paix, le Conseil de sécurité et le Secrétariat des Nations unies.

Pour en savoir plus sur l'Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix :

<https://www.observatoire-boutros-ghali.org>

